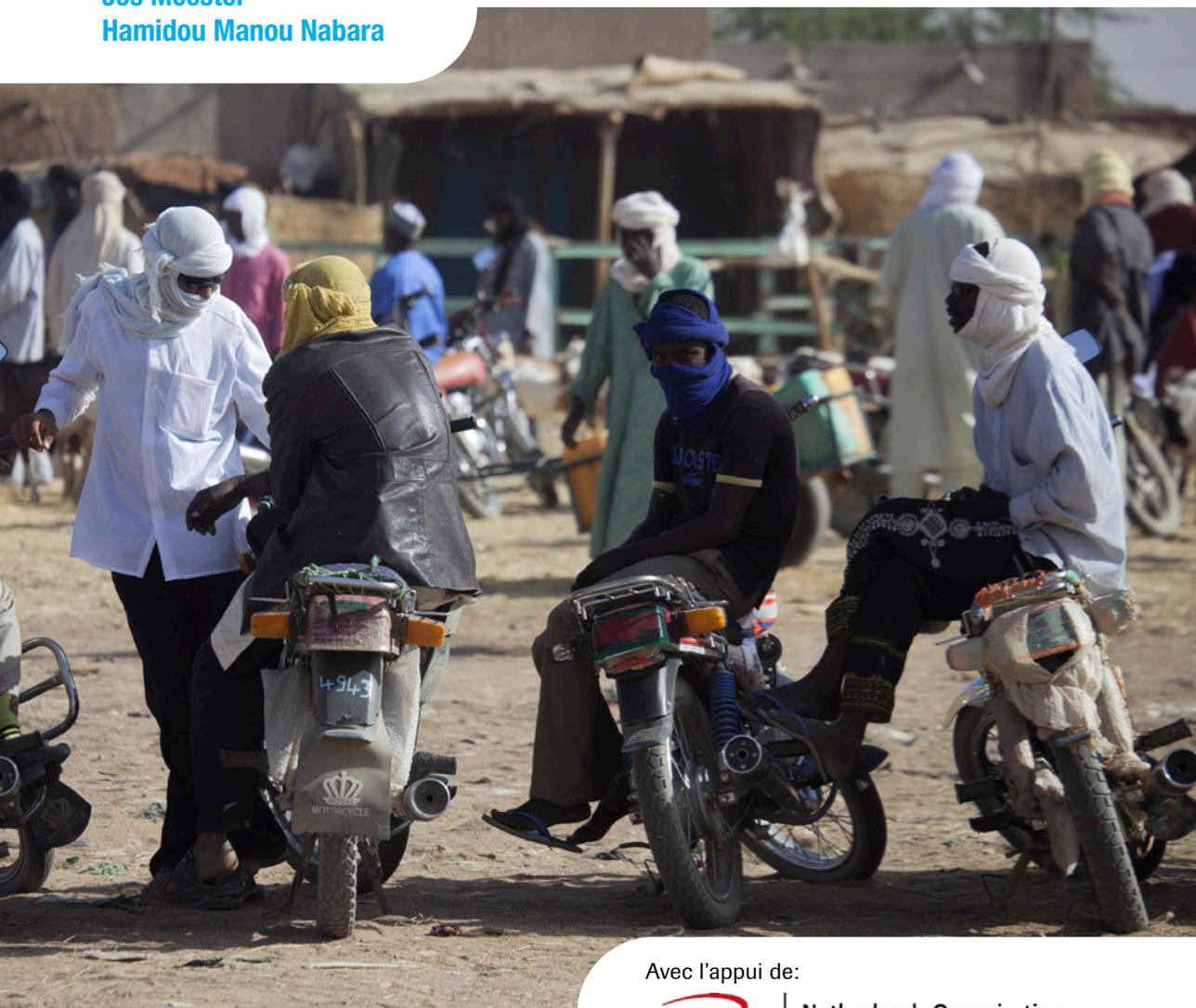


Migration et marchés à Agadez

Alternatives économiques à l'industrie migratoire

Anette Hoffmann
Jos Meester
Hamidou Manou Nabara

CRU Report



Avec l'appui de:



Netherlands Organisation
for Scientific Research



Clingendael

Netherlands Institute of International Relations

Migration et marchés à Agadez: Alternatives économiques à l'industrie migratoire

Anette Hoffmann
Jos Meester
Hamidou Manou Nabara

CRU Report
Octobre 2017

Octobre 2017

© Institut néerlandais des relations internationales de Clingendael

Photographie de couverture: Hommes assis sur leurs motos en Agadez © Boris Kester / traveladventures.org

Toute utilisation non autorisée des documents enfreint le droit d'auteur, et lois relatives aux marques et/ou autres lois. Si un utilisateur vient à télécharger des documents depuis le site Internet ou toute autre source connexe de l'Institut néerlandais des relations internationales de Clingendael, ou de l'Institut Clingendael, à des fins personnelles et non commerciales, l'utilisateur doit maintenir tous les droits d'auteur, marques ou mentions similaires que contient l'original ou qui figurent sur toutes copies de l'original.

Les documents qui se trouvent sur le site Internet de l'Institut Clingendael peuvent être reproduits ou affichés, distribués ou utilisés publiquement à des fins non commerciales, mais seulement en présence de la mention de l'Institut Clingendael comme en étant la source. Avant d'utiliser le logo, il convient d'obtenir la permission de l'Institut Clingendael en contactant son Service des communications à press@clingendael.org.

L'Institut Clingendael interdit les activités en ligne suivantes qui sont susceptibles de susciter des problèmes de contrefaçon de droits d'auteur et de marques : liens qui comportent l'utilisation non autorisée de notre logo, encadré, liens intégrés, ou métabalises, ainsi que des hyperliens ou une forme de lien dissimulant l'URL.

À propos des auteurs

Anette Hoffmann – Chargée de recherche principale à l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael

Jos Meester – Chargé de recherche à l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael

Hamidou Manou Nabara – Doctorant à l'université de Ouagadougou

Institut Clingendael
P.O. Box 93080
2509 AB La Haye
Pays-Bas

Suivez-nous sur les médias sociaux

 @clingendaelorg

 The Clingendael Institute

 The Clingendael Institute

Email: cru@clingendael.org

Site internet: www.clingendael.org/cru

Remerciements

Ce rapport n'aurait pas été possible sans le soutien financier reçu de NWO-WOTRO - commandé par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et développé en étroite collaboration avec la plate-forme de connaissances sur la sécurité et l'état de droit (SRoL-ARF5). Nous remercions notre partenaire de recherche, le groupe de réflexion nigérien Économie Politique & Gouvernance Autonome (EPGA), son directeur, Rahmane Idrissa et les enquêteurs de l'EPGA pour leurs efforts incessants pour soutenir la conception et la distribution de notre enquête et pour leurs commentaires sur ce rapport. Les auteurs remercient également le personnel de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) au Niger pour son soutien tout au long de la réalisation du projet de recherche. En particulier, nous tenons à remercier Livia Manente, Maria Veger et Lucia Anna Speh pour leurs nombreuses idées lors du processus de révision de ces rapports. La conception de l'enquête a été davantage étayée par l'expertise de Jannine van der Maat et Kars de Bruijne qui assuraient une caution scientifique. Nous remercions particulièrement Philippe Frowd, Francesco Mascini et Steffen Mueller (GIZ Niger), qui ont consacré du temps à nous fournir des commentaires et des suggestions. Enfin, nous sommes particulièrement reconnaissants vis-à-vis des personnes qui ont répondu à notre enquête, participé à des groupes de discussion et ont généralement démontré leur volonté de partager leurs idées sur des sujets aussi complexes.

Table des matières

Résumé	3
Résumé analytique	4
Liste des abréviations	7
1 Introduction	8
2 Aperçu de l'économie d'Agadez	11
3 Aperçu historique de la chaîne de valeur de la migration	18
4 Impact de la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015	25
4.1 Transport : le secteur économique le plus touché	27
4.2 Hausse des paiements de facilitation	29
4.3 Effets sur l'ensemble de l'économie locale	30
4.4 Pertes de revenu et déclin économique, sources d'une insécurité accrue	31
4.5 Hausse des tensions sociales	32
5 Opportunités pour le développement et la stabilité	33
5.1 Promouvoir la création d'activités génératrices de revenus et d'entreprises aujourd'hui	33
5.2 Investir dans un environnement propice aux entreprises	45
5.3 Veiller à tenir compte des conflits	50
Conclusion	53
Annexe: Méthodologie	55
Bibliographie	57

Résumé

Le présent rapport, qui est financé par l'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique (NWO), situe l'industrie de la migration d'Agadez dans le contexte plus large de l'économie politique de la ville. Après avoir fourni un bref aperçu de l'économie, le rapport cartographie la chaîne de valeur de la migration à Agadez et montre les liens multiples qu'elle entretient avec d'autres secteurs de l'économie. Le rapport analyse ensuite comment la mise en œuvre de la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015, fin 2016, soutenue par le renforcement des capacités et un financement de l'Union européenne, a touché l'économie en général et les moyens de subsistance des populations en particulier. Étant donné l'enchevêtrement profond qui existe entre l'industrie de la migration et les moyens de subsistance des populations, la criminalisation de l'émigration a privé de vastes segments de la population d'une source importante de revenus. Les preuves suggèrent que la répression contre les migrants exacerbe les sentiments de marginalisation, les tensions entre les groupes et la méfiance vis-à-vis des autorités de l'État. Toute réduction des flux migratoires qui traversent Agadez peut être supportable uniquement si des activités génératrices de revenus se concrétiseront dans un avenir immédiat. Le présent rapport formule trois ensembles de recommandations qui montrent des manières de mettre à profit le potentiel existant de la région : pour créer des possibilités économiques à court terme, pour œuvrer vers la création d'un environnement commercial propice et pour concevoir des mesures d'appui en tenant compte des conflits.

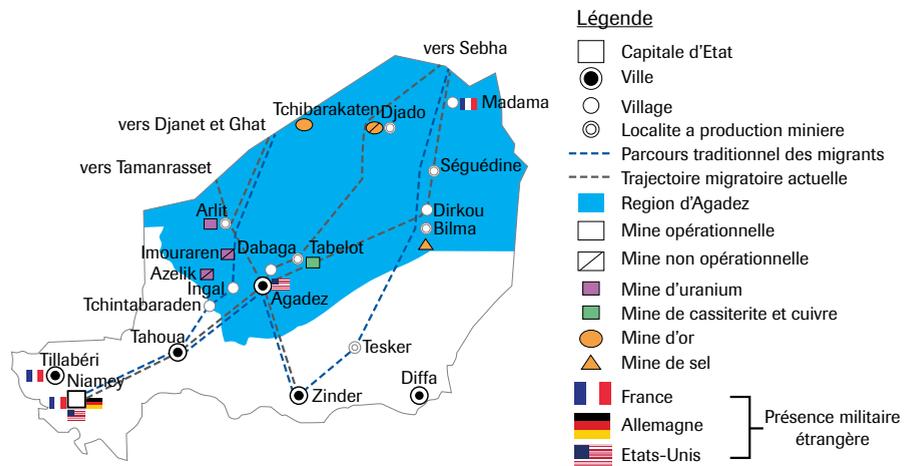


Figure 1 Présence militaire étrangère

Résumé analytique

Située à l'intersection des axes de transit, la région d'Agadez bénéficiait autrefois de la migration qui représentait une source de revenu. Ces dernières années, et profitant de la chute du régime libyen qui a facilité l'accès au littoral, Agadez s'est transformée en un pôle majeur pour les passeurs de migrants de l'Afrique sub-saharienne à l'Europe. Face à un nombre toujours aussi élevé de migrants tentant de traverser la mer Méditerranée, l'Union européenne (UE) a conclu un partenariat stratégique avec le Niger pour enrayer le flux de migrants vers le Nord. Le présent rapport enquête sur l'impact de cette répression contre une source importante de revenu sur l'économie et la population dans une région déjà instable.

Étant donné que l'agriculture, source traditionnelle et toujours importante de revenu pour la région, est soumise aux fluctuations de la production, et que les autres secteurs économiques de la région (à savoir le tourisme, l'artisanat et l'extraction de l'uranium) ont accusé une baisse au cours de ces dernières années, l'explosion de l'industrie migratoire et de l'industrie aurifère ont entraîné des retombées importantes. L'industrie de la migration a offert des emplois directs à plus de 6 000 personnes (en tant que passeurs, coxeurs, propriétaires de ghettos et chauffeurs), et la combinaison de consommation des migrants et hausse du commerce avec la Libye aurait indirectement soutenu les revenus de plus de la moitié des ménages d'Agadez. Depuis fin 2016 cependant, les flux migratoires ont commencé à contourner la ville d'Agadez suite à la mise en œuvre de la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015, avec l'appui financier de l'UE et de programmes de renforcement des capacités. Étant donné que les gisements aurifères de surface sont également en baisse et que les chantiers d'extraction de l'or ont été fermés, les possibilités économiques sont devenues de plus en plus rares dans la région.

Les effets économiques négatifs des mesures d'atténuation de la migration ne sont pas uniquement ressentis par ceux et celles qui sont employées directement dans le secteur migratoire ou par les migrants (qui paient des frais supplémentaires pour effectuer leur passage et courent le risque d'être abandonnés dans le désert alors que les trafiquants tentent de faire face à un risque accru d'arrestation). D'autres retombées économiques sont évidentes parmi les entreprises qui prospéraient autrefois grâce à la demande alimentée par la consommation tant des migrants que des trafiquants, par exemple la vente d'eau et de vivres, ainsi que la demande de motos-taxis, de transport routiers et de virements de fonds. Le chômage est en hausse, tout particulièrement parmi les jeunes travaillant aux échelons inférieurs de la chaîne de valeur de la migration qui quittent le secteur en raison du risque accru associé à la facilitation de la migration.

Le commerce et d'autres chaînes de valeur qui dépendent des importations pâtissent également de la baisse de trafic, car un trafic de retour amoindri a réduit l'offre et fait augmenter les prix. Parmi les personnes les plus affectées, on compte par exemple les propriétaires d'ateliers de la zone industrielle d'Agadez qui signalent également que les contrôles à l'entrée d'Agadez sont devenus plus fastidieux pour leurs fournisseurs, et que les temps d'attente comme les paiements de facilitation ont accusé une hausse. Face à la baisse du pouvoir d'achat local, les artisans ont peu de marge de manœuvre pour répercuter l'augmentation des frais de transaction sur le prix de leurs produits. De même, la hausse des paiements de facilitation prive l'économie productive de fonds. En outre, et compte tenu de l'insécurité croissante à la frontière nord du Niger, les transferts commerciaux et technologiques des entreprises libyennes ont également ralenti. Plus loin, aux étapes telles que Dirkou et Séguédine, les effets économiques sont susceptibles d'être encore plus prononcés, étant donné que l'itinéraire contourne désormais les postes de contrôle et par conséquent les lieux qui étaient autrefois le long de cet itinéraire.

Ceci ne veut pas pour autant dire qu'aucun secteur ne connaît de croissance. Le marché de la sécurité privée fait l'objet d'une hausse de la demande et des avantages découlant de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et d'équipements, tels que les chauffeurs qui travaillaient autrefois dans l'industrie de la migration. Un autre secteur enregistrant une croissance de ses revenus est celui de l'industrie hôtelière qui pourvoit de plus en plus aux besoins du personnel des ONG et des journalistes se rendant dans la région dans le cadre de missions liées à la migration. Le présent rapport identifie également le potentiel de développement à court et long terme des secteurs de l'agriculture et du pastoralisme, de l'artisanat et des bijoux, de l'exploitation aurifère et de l'uranium, des infrastructures, et du petit commerce, ainsi qu'un certain nombre de possibilités pour les femmes entrepreneurs.

Le présent rapport offre trois recommandations en vue de tirer parti du potentiel existant de la région. Premièrement, il est impératif de faire la promotion des entreprises et activités génératrices de revenus à court terme. Des mesures immédiates et concrètes pourraient comprendre la conduite d'une évaluation participative du marché, le soutien à la compétition des plans d'affaires en cours, le déploiement de l'entretien et de la construction routiers, et la garantie que les acteurs internationaux s'engagent à acheter des produits et services locaux à l'échelle locale. Deuxièmement, il est également nécessaire d'œuvrer en faveur d'un environnement commercial propice à plus long terme. Le développement de l'esprit d'entreprise dans la région, la suppression des obstacles entravant l'accès aux marchés, la promotion d'une meilleure transparence et redevabilité parmi les grandes entreprises, l'investissement dans les infrastructures et la possible exemption d'Agadez de l'alerte de voyage « zone rouge » représentent autant d'éléments clés y contribuant. Troisièmement, il est impératif de concevoir des mesures de soutien qui tiennent compte des conflits ouverts et latents. Ceci signifie que toute activité dans la région doit éviter de cibler exclusivement les acteurs impliqués

dans l'économie migratoire. De manière plus générale, les perceptions et processus locaux, et pas seulement les résultats réels d'une intervention, doivent faire l'objet d'un suivi minutieux au sein des sociétés fragiles, où toute injustice perçue peut facilement entraîner des réactions violentes. Enfin, quels que soient la faiblesse et le caractère officieux des marchés d'Agadez aujourd'hui, ils continuent de faire partie d'une zone de peuplement élargie ; toute ingérence dans ceux-ci peut avoir des effets déstabilisateurs à plus grande échelle.

Liste des abréviations

AFD	Agence française de développement
AFNCG	Association des femmes du Niger contre la guerre
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CIPMEN	Centre Incubateur des PME au Niger
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
EPGA	Économie Politique et Gouvernance Autonome
EUR	Euro
GBM	Groupe de la Banque mondiale
KfW	Banque de développement allemande KfW
LASDEL	Laboratoire d'Études et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local
MAE	Ministère des Affaires étrangères
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
PME	Petites et moyennes entreprises
SOMAIR	Société des Mines de l'Air
SOMINA	Société des Mines d'Azelik SA
UE	Union Européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
XOF	Code de la devise d'Afrique de l'Ouest de l'Organisation internationale de normalisation

1 Introduction

En tant que l'un des derniers postes avancés importants à la frontière du désert du Sahara, la ville nigérienne d'Agadez possède une riche histoire commerciale. Située à l'intersection de la Route transsaharienne Alger-Lagos et celle qui relie l'Afrique de l'Ouest à la Libye, cette ville a été traversée par un large éventail de marchandises et de gens au fil des âges, du sel aux esclaves, en passant par le bétail, l'uranium ou encore l'or¹. La proposition de valeur du corridor commercial saharien a évolué au fil des changements de pratiques commerciales. Les infrastructures portuaires se sont développées dans les pays limitrophes, marginalisant de plus en plus la route saharienne. Cet itinéraire servait autrefois de passerelle pour les exportations africaines vers l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Europe, ainsi que pour les importations européennes à destination des villes riches en pays haoussa². Au fil du temps toutefois, les coûts associés au transport pour emprunter cet itinéraire devinrent exorbitants alors que le transport par voie maritime et aérienne permit le développement d'autres pôles dans la région (facilité par le développement des chemins de fer). Alors que le commerce légal traversant la région accusa une forte baisse, le commerce illégal et informel commença à prospérer, tirant parti de la faiblesse de la gouvernance et de la sécurité le long de l'itinéraire. Profitant de la chute du régime libyen pour faciliter l'accès au littoral, Agadez devint l'un des plus importants pôles pour les passeurs de migrants à travers l'Afrique et jusqu'en Europe³.

1 Kemper, S. 2012. *A Labyrinth of Kingdoms: 10,000 Miles Through Islamic Africa*, New York: W.W. Norton; Pellerin, M. 2017. 'Beyond the "Wild West": The Gold Rush in Northern Niger', Small Arms Survey.

2 Kemper, *op. cit.*

3 Molenaar, F. et El Kamouni-Jansen, F. 2017. 'Turning the tide. The politics of irregular migration in the Sahel and Libya', Rapport de la CRU, La Haye, Clingendael. La migration régulière y est définie comme une effectuée par des personnes « qui, en raison d'une entrée sur le territoire non autorisée, d'une infraction à une condition d'entrée ou de l'expiration de leur visa, n'ont pas de statut juridique dans le pays de transit ou d'accueil » (Malakooti, A. 2015. *Tendances migratoires à travers la Méditerranée*, Paris, Altai Consulting et l'OIM, 3). Les flux migratoires irréguliers intègrent les « mouvements temporaires et réversibles » [migration circulaire], « la migration à long terme », et la « migration forcée » [refugiés] (Guilmoto, C.Z. et Sandron, F. 2003. *Migration et développement*, Paris, La Documentation Française). Bien que la majorité des migrants à Agadez soient des migrants réguliers d'Afrique de l'Ouest se déplaçant librement au titre du protocole de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest), (les débats concernant la) mise en œuvre de la loi de 2015 ont présenté ces migrants comme des migrants en situation irrégulière. Sur le plan juridique, la migration devient irrégulière uniquement si les ressortissants de la CEDEAO traversent la frontière avec la Libye et l'Algérie sans document de voyage valable.

Confrontée à un nombre constant de migrants tentant de traverser la mer Méditerranée, ainsi qu'à de nombreuses noyades, l'Union européenne (UE) s'engage à d'endiguer le flux de migrants⁴. Les efforts visant à s'attaquer au problème des départs des migrants depuis la Libye ont eu un effet limité et suscitent des inquiétudes en ce qui concerne les conditions de ces personnes échouées en Libye, incitant l'UE à examiner des stratégies d'atténuation dans d'autres pôles le long du trajet, à savoir à Agadez⁵. Bien que critiquées pour diverses raisons⁶, les mesures prises dans la région d'Agadez semblent, d'après les statistiques officielles de l'OIM, être beaucoup plus efficaces pour réduire le nombre de départ de migrants vers le nord (bien qu'il soit possible que le trafic emprunte désormais d'autres itinéraires⁷). La Loi 2015-36 relative au trafic illicite de migrants semble être la pièce maîtresse de cette intervention de l'UE couronnée de succès : votée au mois de mai 2015 et en vigueur à compter de la fin 2016, cette loi fait du Niger le premier pays de la région à criminaliser le trafic des migrants⁸. Les mesures de politiques se sont avérées relativement efficaces pour limiter les flux migratoires

-
- 4 Organisation internationale pour les migrations. 2017. 'Mediterranean Update: Migration Flows Europe: Arrivals and Fatalities', juillet ; voir également le Portail opérationnel Crises de réfugiés du HCR <http://data2.unhcr.org/fr/situations/mediterranean> (consulté en septembre 2017). La noyade la plus médiatisée a été celle du petit Syrien Ayland Kurdi en 2015. Smith, H. 2015. 'Shocking images of drowned Syrian boy show tragic plight of refugees', *The Guardian*, 2 septembre, <https://www.theguardian.com/world/2015/sep/02/shocking-image-of-drowned-syrian-boy-shows-tragic-plight-of-refugees> (consulté en septembre 2017) ; Reuters. 2015. 'Troubling image of drowned boy captivates, horrifies', <https://www.reuters.com/article/us-europe-migrants-turkey/troubling-image-of-drowned-boy-captivates-horrifies-idUSKCN0R20IJ20150902> (consulté en septembre 2017).
 - 5 Al Jazeera. 2017. 'EU leaders ink deal to stem refugee flow from Libya', <http://www.aljazeera.com/news/2017/02/eu-leaders-ink-deal-stem-migrant-flow-libya-170203151643286.html> (consulté en août 2017) ; Dearden, L. 2017. 'EU Malta summit: Leaders warned against stranding thousands of refugees in 'concentration camps' in Libya deal', *Independent*, <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/eu-malta-summit-leaders-warn-strand-thousands-migrants-libya-deal-concentration-camps-crisis-a7560956.html> (consulté en août 2017) ; Molenaar et El Kamouni-Jansen, *op. cit.*
 - 6 Voir par exemple, Tinti, P. 2017. 'The EU's Hollow Success over Migrant Smuggling in Niger', *Refugees Deeply*, 17 janvier, <https://www.newsdeeply.com/refugees/community/2017/01/17/the-e-u-s-hollow-success-over-migrant-smuggling-in-niger> (consulté en août 2017) ; procès-verbal d'une réunion de parties prenantes dans le domaine de la migration qui s'est tenue au mois d'octobre 2016, obtenu auprès de l'adjoint au maire d'Agadez pendant notre enquête de terrain au début du mois de juillet 2017.
 - 7 OIM, *juin-juillet 2017*, Matrice de suivi des déplacements (DTM). La migration qui traverse Agadez a accusé une baisse significative depuis l'automne 2016. Cependant, seuls 10 à 20 pour cent de ces migrants se dirigent vers l'Europe, en conséquence de quoi une réduction de nombre de migrants à Agadez ne se traduit pas par une réduction identique de leur nombre sur le littoral libyen. Molenaar et El Kamouni-Jansen, *op. cit.* ; Samuel Hall. 2016. 'Selling Sand in the Desert, The Economic Impact of Migration in Agadez', OIM Niger.
 - 8 Africa at LSE. 2017. 'What incentives does Niger have for cracking down on migrant smuggling? Not many', <http://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2016/01/13/whatincentivesdoesnigerhaveforcrackingdownonmigrantsmugglingnotmany/> (consulté en août 2017).

sortant du Niger, mais les questions concernant les effets de la suppression d'une importante source de revenus sur l'économie et la population d'une région déjà instable restent pour beaucoup sans réponse.

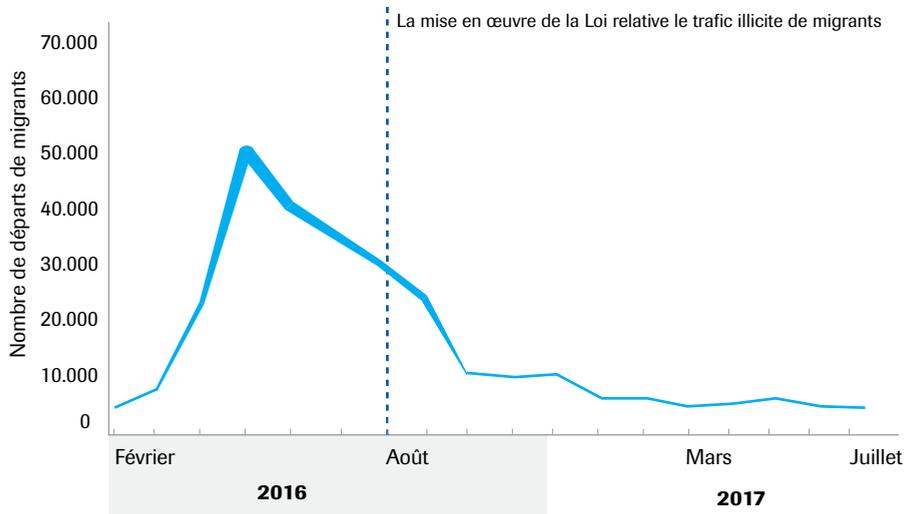


Figure 2 Evolution des flux migratoires en direction du nord

En s'appuyant sur les données de l'enquête, les discussions de groupes de réflexion et les entretiens réalisés avec des informateurs clés (voir annexe 1 pour un aperçu de la méthode de recherche), le présent rapport examine les répercussions des politiques de migration nigériennes soutenues par l'UE sur l'économie d'Agadez⁹. Il décrit tout d'abord les principaux *moteurs économiques* de la ville pour mieux comprendre l'importance de l'industrie migratoire pour ce qui est des moyens de subsistance des habitants de la ville. Il analyse ensuite le potentiel du *marché de la migration* et évalue l'impact de la politique de l'UE sur ce marché afin de jauger l'impact pour la région. Le rapport conclut en citant des *possibilités réelles de développement du secteur privé*, susceptibles d'être mises à profit afin d'atténuer l'impact économique de la répression contre les migrants. D'autres implications des politiques migratoires sur la dynamique de la gouvernance locale et la sécurité dans la région sont décrites dans un rapport complémentaire intitulé [Opportunités de gouvernance locale pour une gestion durable de la migration à Agadez](https://www.clingendael.org/sustainable_migration_management_Agadez/).

9 Nous invitons le lecteur à examiner plus en profondeur les données à l'aide du tableau de bord des données interactives de cette étude disponible à l'adresse suivante: https://www.clingendael.org/sustainable_migration_management_Agadez/.

2 Aperçu de l'économie d'Agadez

Bien que la ville soit connue comme un pôle de migration, l'économie d'Agadez est relativement diversifiée, et certains des principaux moteurs économiques reposent en fait sur la production locale plutôt que sur le transport et le commerce. Pour comprendre l'importance de l'industrie migratoire, il est impératif de se familiariser avec la position que la ville occupe dans le contexte économique plus large. Les secteurs de l'agriculture et du bétail revêtent une importance particulière car ce sont dans ces secteurs que la majorité des habitants d'Agadez puisent leur subsistance¹⁰. La production de bétail (chameaux, chèvres, moutons et bovins) représente une part significative du produit intérieur brut (PIB) du Niger, et bien qu'elle soit difficile à mesurer en raison des grands troupeaux qui traversent la frontière pour pénétrer au Nigeria de manière officieuse, elle est classée comme la deuxième source de devises étrangères du pays¹¹. La production agricole reste en revanche largement vivrière, ne se targuant que de quelques cultures légumières telles que le niébé, l'arachide, et les oignons, contribuant aux revenus d'exportation et qui peuvent par conséquent être considérées comme des cultures de rente¹². Les agrumes et les pommes de terre sont cultivés pour le marché nigérien du Sud ; ils complètent les moyens de subsistance des agriculteurs mais ne génèrent pas de recettes tirées des taxes à l'exportation pour le gouvernement central. Étant donné que les cultures ne sont pas diversifiées, les chocs externes tels que les baisses des prix des cultures ou les sécheresses, dont la plus récente remonte à 2014, peuvent avoir un impact négatif sur le revenu des ménages¹³. La production est principalement orientée vers la consommation locale et n'est pas soumise à l'impôt. Elle est entravée par une irrigation et des équipements agricoles inadaptés, l'ensablement des sources d'eau et le sous-développement des infrastructures destinées au bétail (tels les

10 Entretien personnel avec des représentants des autorités gouvernementales et d'organisations du secteur privé. 2017. Agadez, Niger, juin ; Commune urbaine d'Agadez. 2012. 'Projet de plan de développement communal (PDC) 2012-2016.'

11 Zonon, A. 2007. 'A preliminary assessment of the economic value of the goods and services provided by dryland ecosystems of the Aïr and Ténéré', UICN, Union mondiale de la conservation.

12 D'après la chambre de commerce de Niamey, en 2013 le chiffre d'affaires annuel de la production d'oignons à Agadez a atteint 50 000 000 XOF (soit 76 225 EUR), dépassant les revenus issus de l'uranium. Entretien avec un représentant de la chambre de commerce. 2017. Niamey, Niger, juin.

13 Pellerin, *op. cit.*; Bagnetto, L. 2012. 'Agadez Onion Crisis Adds to Niger's Food Problems -Africa', RFI, <http://en.rfi.fr/africa/20120906-agadez-onion-crisis-adds-niger-s-food-issues> (consulté le 24 août 2017).

services vétérinaires et l'entreposage des aliments¹⁴). La professionnalisation parmi les producteurs est limitée, et les considérations portant sur une production excédentaire ou les possibilités d'exportation ne constituent pas des moteurs importants du secteur. Nombreux sont les jeunes qui ont abandonné cette profession¹⁵.

La région, qui abrite un site classé au patrimoine mondiale de l'UNESCO, a également un potentiel touristique éprouvé¹⁶. Entre 1985 et 1991 puis entre 1998 et 2007 tout particulièrement, le secteur a engendré des revenus considérables, desservant environ 5 000 touristes par an (principalement des Européens) et servant parfois d'étape pour le rallye du Paris-Dakar. En 2007, le secteur se composait de quelque 62 agences de voyage employant environ 500 salariés, principalement ceux appartenant à la caste supérieure d'origine touareg (pour obtenir un aperçu des principaux groupes ethniques du nord du Niger, voir l'encadré 1¹⁷). Pendant un certain nombre d'années, le secteur offrait des moyens de subsistance de remplacement durant les périodes de sécheresse et les basses saisons agricoles. Le succès de ce secteur a alimenté les investissements dans les véhicules tout-terrain. Cependant, le secteur a subi de fortes pertes sous la rébellion touareg de 2007-2009 et en raison du climat d'insécurité généralisé dans cette zone. Les sociétés du secteur qui existent encore dépendent désormais surtout du personnel des ONG qui visite la région¹⁸.

Encadré 1 Groupes ethniques du nord ayant des liens transnationaux¹⁹

Les Touareg représentent 10 pour cent de la population nigérienne et se concentrent dans la région nord du pays, peu peuplée et appauvrie, entourant Arlit et Agadez. Leurs liens s'étendent aux pays voisins comme la Libye, l'Algérie et le Mali. Les Toubou ne représentent que 0,4 pour cent de la population et vivent principalement dans les zones désertes du nord-est du Niger. Leurs liens tribaux s'étendent à la Libye, au Tchad et au Soudan. Principalement d'origine

14 Commune urbaine d'Agadez, *op. cit.*

15 Discussion de groupe avec des représentants de la jeunesse. 2017. Agadez, Niger, juin.

16 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. 2017. 'Centre historique d'Agadez', <http://whc.unesco.org/fr/list/1268> (consulté en septembre 2017).

17 Debarbieux, B., et al., eds. 2014. *Tourism in Mountain Regions: Hopes, Fears and Realities*, Genève, UNIGE, CDE, SDC.

18 Entretien personnel avec un représentant d'une organisation d'exécution. 2017. Agadez, Niger, juin.

19 Les principales ethnies au Niger sont Haoussa (53 pour cent), Zarma-Sonrai (21,2 pour cent), Touareg (10,4 pour cent), Fula (9,9 pour cent), Kanuri Manga (4,4 pour cent), Toubou (0,4 pour cent), Arabe (0,3 pour cent), Gourma (0,3 pour cent) et autres (0,2 pour cent). Institut national de la statistique. 2012. 'Structure de la population', Niamey.

libyenne, la population arabe représente 0,3 pour cent de la population totale. Dans la ville d'Agadez, elle gravite aux alentours du quartier de Dagamanet.

Les deux groupes ethniques se sont accordés de manière informelle sur la division du territoire et des trésors de guerre dans la région d'Agadez. Les Toubou contrôlent l'axe libyen du commerce de la migration et les routes de transport vers les mines d'or Djado. Les Touareg contrôlent l'axe algérien et les routes vers les mines d'or de Tchinchaden. Quand le conflit éclate, c'est habituellement entre des passeurs individuels. Les Arabes sont connus dans le commerce transfrontalier des produits agro-alimentaires en provenance de Libye et d'Algérie, ainsi que pour leur participation au trafic de stupéfiants. Étant donné leur pouvoir économique croissant, ils ont étendu leurs activités commerciales en investissant dans les transports, les hydrocarbures, et le secteur des BTP.

La rébellion de 2007-2009 a débouché sur l'intégration de nombreux leaders Touareg dans l'État. À l'échelle nationale, l'actuel Premier ministre est touareg. Au niveau local, le président du Conseil régional et le maire d'Agadez sont tous deux touareg. Plusieurs arabes nantis ont forgé des relations politiques importantes par le biais de contributions financières et de nominations politiques de haut rang. Les Toubou ne bénéficient pas d'autant d'appuis politiques.

Plus intéressant encore, les anciens employés et les entrepreneurs qui restent de cette industrie autrefois florissante ont principalement trouvé leur niche dans le secteur de la migration, ces deux secteurs nécessitant des compétences similaires. Les anciens guides touristiques expérimentés qui possèdent des connaissances uniques du désert se sont recyclés en passeurs ; les chauffeurs ont changé de clientèle, passant des touristes aux migrants, et l'industrie alimentaire locale a commencé à adapter ses menus aux besoins et budgets des visiteurs en transit originaires des pays limitrophes²⁰. Les réseaux de guides touristiques locaux, les chauffeurs et les jeunes passeurs sont en grande partie restés en place. Reproduisant les formules de voyage tout compris destinées aux touristes, les passeurs proposent judicieusement des offres pour migrants qui comprennent le ramassage à la gare routière locale, l'accompagnement dans un ghetto où loger (habituellement dans l'enceinte d'une résidence privée), le transfert à

20 Il est intéressant de noter que le repas à emporter typique que les femmes d'Agadez préparent pour les migrants remonte à l'antiquité. Il s'agit toujours du même encas nutritif connu à l'échelle locale sous le nom de *tokoudi* et qui est fait de fromage, de dates, de millet et d'arômes que les nomades emportaient avec eux lors de leurs longues traversées du désert, bien avant l'occupation française. Aujourd'hui, les migrants dépendent du même mélange d'ingrédients secs : une bouchée de tokoudi diluée à l'aide d'une rasade d'eau constitue le repas du migrant dans le désert, sous réserve que la ration standard suffise le temps de la traversée. Entretien personnel menée avec l'ancien maire d'Agadez. 2017. Agadez, Niger, juin.

un motocycliste pour faire les courses ainsi que la mise en contact avec un agent de transferts de fonds privé ou officiel, pour financer l'étape suivante de leur voyage.

Étant donné que le tourisme a accusé une baisse considérable dans les années 1990 pour disparaître dans les faits en 2007 à cause de la rébellion touareg, le marché des produits artisanaux et des bijoux a perdu une partie importante de ses clients. Après que la région entière d'Agadez a été marquée zone rouge en 2010, les touristes ont cessé de se rendre dans la capitale touareg. En réponse, les artisans touareg qui représentent traditionnellement un groupe endogame séparé, ont commencé à rapprocher leurs produits de leurs clients potentiels, mettant en place des points de vente à Niamey : à l'heure actuelle, la moitié de la production se vend à Niamey. Cependant, cette stratégie d'adaptation n'a pas complètement enrayer les pertes de revenus²¹. Au cours de ces dernières années, la production a continué de baisser étant donné qu'il est devenu extrêmement difficile pour les artisans vendant en Europe d'obtenir un visa, compromettant encore plus les moyens de subsistance des principaux ménages touareg de caste inférieure dans le secteur²².

Les pertes du tourisme ont dans une certaine mesure étaient compensées par les développements du secteur minier. Le Niger est l'un des plus importants producteurs mondiaux d'uranium, et les exportations d'uranium représentent la source de devises étrangères la plus importante du pays, responsable de 72 pour cent de ses recettes d'exportation. La production est centrée sur la ville d'Arlit, et les deux mines principales du pays, à savoir Aïr et Akouta, sont à l'heure actuelle exploitées par SOMAIR et COMINAK, deux sociétés appartenant à un consortium dirigé par les Français. Bien que le secteur ait un potentiel de croissance (trois nouvelles concessions sont à l'heure actuelle à diverses étapes de développement), il a connu un ralentissement en 2013 et 2014, après une baisse importante du cours de l'uranium²³. Les mines de SOMAIR et COMINAK ont toutes deux fermé temporairement leurs portes suite à de longues négociations sur les taux de taxe, alors que la mine de SOMINA a fermé de manière permanente, en raison des retards et de dépassements budgétaires. La suppression de plus de 3 000 emplois est imputable à la fermeture de la seule mine de SOMINA²⁴. De la même manière, le développement de la concession minière d'Imouraren a été différé, en attente d'une hausse du cours de l'uranium²⁵. D'après les entretiens menés avec des

21 Tiekoura, O. 2012. 'Tourism and gender identities in Agadez, Niger', *Via@—International interdisciplinary review of tourism*, 62(2), 1-8.

22 Entretiens personnels avec plusieurs artisans joailliers. 2017. Niamey, Niger, juin.

23 Association nucléaire mondiale. 2017. 'Uranium in Niger', <http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-g-n/niger.aspx> (consulté en août 2017).

24 Pellerin, *op. cit.*; Entretien personnel avec un représentant du Mécanisme de Réponse et de Ressources pour les Migrants. 2017. Agadez, Niger, juin.

25 Association nucléaire mondiale, *op. cit.*

représentants locaux à Agadez, les caisses des collectivités locales d'Agadez n'ont reçu aucunes recettes fiscales liées à l'uranium ces dernières années²⁶.

Lorsque l'uranium a commencé à accuser une baisse en 2014, l'exploitation aurifère a pris son élan. Les principaux sites de Djado et Tchibarakaten offraient des moyens de subsistance à quelque 1 000 et 500 Nigériens respectivement, ainsi qu'à des dizaines de milliers de travailleurs étrangers, venus principalement du Tchad, du Soudan et de la Libye²⁷. L'exploitation minière est en grande partie informelle et artisanale et porte sur les gisements de surface. L'expansion de divers secteurs d'activité est indirectement imputable aux bénéfices réalisés dans le secteur aurifère. De nouvelles maisons ont notamment été construites à Agadez, la demande de fournisseurs de sécurité privée facilitant le transport entre Agadez et les sites aurifères a augmenté, et la demande en biens de consommation tels que les légumes, le carburant et l'eau également (fournis via Agadez²⁸). Bien que très lucratif, l'emploi dans le secteur de l'or a accusé un fort repli. En 2017, le gouvernement a fermé la mine d'or de Djado. Parallèlement, la qualité de l'or de surface découvert a considérablement diminué, passant de 24 à 17 carats, et le cours de l'or a chuté²⁹.

Le commerce représente évidemment le dernier secteur important. Dans la région, le commerce repose sur les marchandises tant licites qu'illicites. Les marchandises licites consistent en denrées de base subventionnées (tels le couscous, le lait et la sauce tomate), ciment et carburant subventionné qui sont principalement transportés depuis les zones touareg en provenance de l'Algérie³⁰. En outre, les biens électroniques (réfrigérateurs et téléviseurs) et les équipements miniers passent par les zones Toubou depuis la frontière avec la Libye³¹. Ces articles se vendent principalement à

26 Entretien personnels avec des représentants du Conseil régional et de la chambre de commerce régionale. 2017. Agadez, Niger, juin.

27 Pellerin, *op. cit.*; Entretien personnel avec un orpailleur. 2017. Agadez, Niger, juin.

28 Entretien personnel avec un employé d'hôtel. 2017. Agadez, Niger, juin.

29 Pellerin, *op. cit.*; Entretien personnel avec un orpailleur. 2017. Agadez, Niger, juin. Le gouvernement nigérien a justifié la nécessité de fermer le site minier de Djado en raison de la situation sécuritaire complexe dans la région et de la présence incontrôlable d'orpailleurs informels soudanais et tchadiens qui pénètrent dans le pays sans autorisation et extraient la plupart de l'or qu'ils acheminent. De nombreux sondés, et notamment un orpailleur actif dans la région, ont indiqué que l'armée nigérienne, certains Toubou en collaboration avec des Arabes, et des Soudanais et des Tchadiens continuent d'exploiter la mine de Djado. Une personne interrogée a décrit la scène qui se joue à l'heure actuelle sur le site : les forces armées nigériennes déambulant dans Djado et « portant une Kalachnikov dans une main et un détecteur de métaux dans l'autre ». Entretien personnel avec un mineur, autrefois à Djado, au moment de l'enquête de terrain menée à Tchibarakaten. 2017. Agadez, Niger, juin.

30 La plupart des marchandises sont transportées via Ingall ou Tchintbaraden jusqu'à Tahoua, après Agadez. Il est probable que la région d'Agadez bénéficie de ces importations par le truchement des impôts. Communication personnelle avec un expert en migration. 2017. Niamey, Niger, septembre.

31 Entretien personnel avec un représentant du Centre de Promotion des Investissements (CPI) de la chambre de commerce et d'industrie du Niger. 2017. Agadez, Niger, juin.

Agadez même, car l'itinéraire Agadez-Niamey est soumis à un contrôle rigoureux. Les consommateurs sont toutefois susceptibles de venir de différents endroits de la région, y compris de la capitale. Le commerce illicite porte principalement sur les stupéfiants (la cocaïne en provenance de la Guinée, du Niger et du Ghana) ainsi que sur les armes, qui constitue une activité complémentaire³². Les armes de petit calibre sont principalement transportées clandestinement de la Libye, alors qu'il est possible de s'approvisionner en armes d'autres calibres auprès des orpailleurs tchadiens³³.

Encadré 2 Le commerce d'Agadez, ancré dans le système de sultanat³⁴

Le caractère informel de la majeure partie du commerce à Agadez n'exonère pas pour autant celui-ci des impôts. Un système semi-officiel de collecte des impôts existe en fait depuis longtemps déjà. Ce système permet aux marchands de vendre des marchandises importées à des prix très attractifs: un sac de riz coûte presque le même prix à Cotonou (une ville portuaire du Bénin), qu'à Niamey ou Agadez, alors même qu'il a été importé et en dépit du long trajet en bus reliant ces villes. Ceci n'est possible qu'en raison du fait que les volumes transportés qui sont déclarés sont considérablement plus bas que ceux réellement importés: il s'agit d'une pratique courante qui porte le nom de « pont basculé », et consiste en la manipulation du pesage du camion. Pour veiller à ce que les spécificités de la déclaration ne soient pas vérifiées à l'un des nombreux postes de contrôle de police, chaque marchand paie la police environ 2 000 XOF (soit 3 EUR) pour passer sans heurts. En 2015, un bus avec 70 passagers à bord, voyageant de Cotonou à Niamey, engendrait 140 000 XOF (213 EUR) de revenus pour la police. Une anecdote personnelle rapportée par un représentant de la chambre de commerce régionale à Agadez illustre le degré d'institutionnalisation de cette pratique. Voyageant en bus de Cotonou à Niamey, il refusa une fois de payer sa part du paiement de facilitation, mettant en avant le fait qu'il n'avait rien à cacher. Lorsque le bus passa sans problème au contrôle de police suivant, il s'aperçut alors que ses compagnons de route s'étaient cotisés pour payer sa part manquante. Le chauffeur du bus avait remis le montant total à la police. Connue à l'échelle locale sous le nom de « système de sultanat », ce réseau de facilitation a traditionnellement favorisé l'importation de marchandises, et en est venu à s'adapter au transport des migrants vers Agadez.

32 Communauté du renseignement Afrique-Frontex. 2017. 'Africa-Frontex Intelligence Community Joint Report 2016', Frontex.

33 Pellerin, *op. cit.*

34 Entretien personnel avec un représentant de la chambre de commerce régionale. 2017. Niamey, Niger, juin.

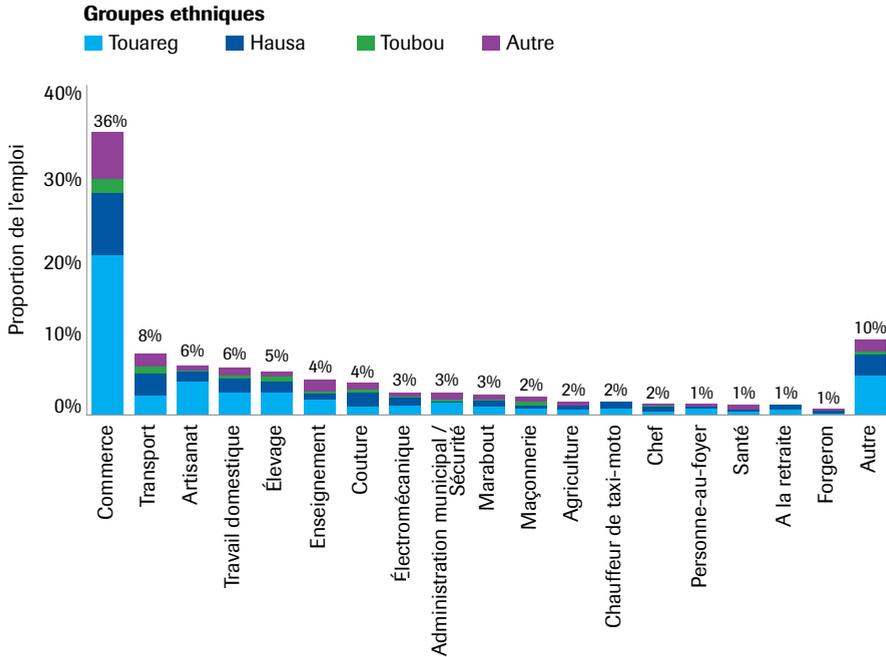


Figure 3 Emploi dans les différentes professions, selon l'appartenance ethnique

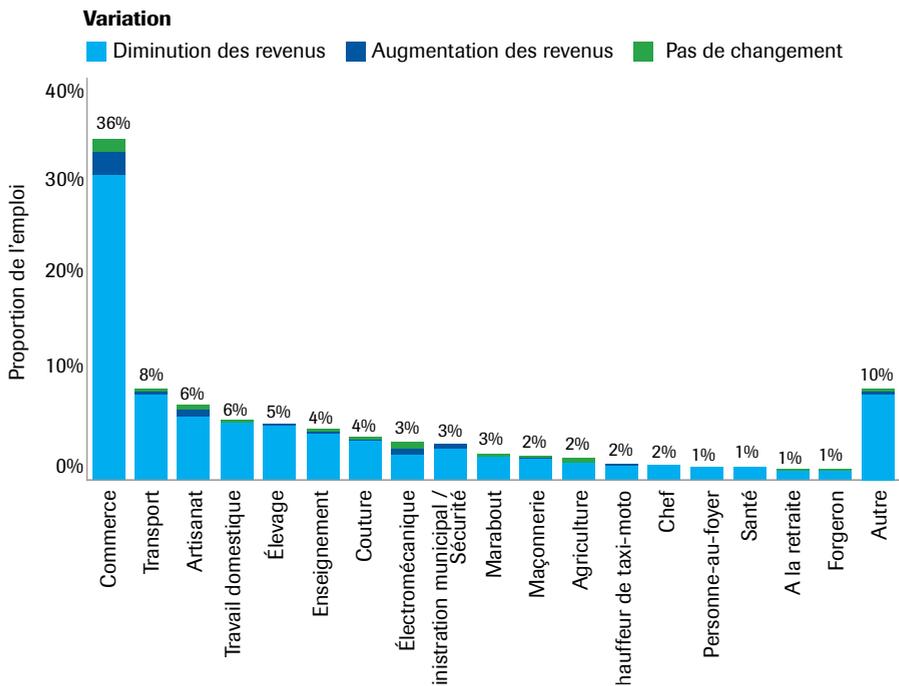


Figure 4 Changements des revenus par profession au cours des cinq dernières années

3 Aperçu historique de la chaîne de valeur de la migration

Le secteur de la migration s'est développé comme complément logique au commerce existant dans la région. Les itinéraires se recoupaient à un grand nombre d'endroits, et le transport de migrants en partance permettait de ne pas faire de trajet à vide en allant chercher des marchandises en Libye ou en Algérie. Bien que la migration (circulaire) fût bien établie, l'industrie migratoire commença à se professionnaliser suite à la rébellion des Touareg de 1990 à 1995. Par souci de réintégrer les anciens rebelles touareg, leurs dirigeants reçurent des papiers de courtage de la municipalité d'Agadez leur accordant le droit de transporter légalement des gens d'Agadez via Arlit jusqu'en Algérie³⁵. La disponibilité de véhicules tout-terrain de l'industrie du tourisme en déclin contribua à la croissance du secteur, tout comme les compétences en facilitation et navigation acquises dans le tourisme. Il était possible d'entreprendre le trajet pour 3 000 XOF (5 EUR). Des formules tout compris furent mises au point, selon lesquelles une personne pouvait être payée pour organiser toutes les étapes du trajet pour la somme approximative de 15 000 XOF (23 EUR) jusqu'à Dirkou et 35 000 XOF (53 EUR) jusqu'à Sebha (Libye); le trajet prenait jusqu'à 20 jours³⁶.

Contrairement au tourisme, le secteur de la migration s'est rapidement rétabli après la rébellion de 2007 à 2009, et a connu une expansion après la chute du régime libyen en 2011. Avec la fermeture de l'itinéraire Sénégal – Mauritanie – Maroc jusque-là très utilisé, le trajet a basculé de l'Algérie à la Libye, passant par Dirkou et Séguédine, jusqu'au point de transfert de Madama. Ici, les migrants étaient transférés dans des véhicules libyens qui, à leur tour, approvisionnaient les véhicules nigériens afin qu'ils effectuent le retour. L'itinéraire libyen traversait le territoire contrôlé par les Toubou et dépendait du soutien des Arabes nigériens.

35 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Sahara. 2017. Agadez, Niger, juin.

36 Entretien personnel avec des représentants de la Commune urbaine d'Agadez. 2017. Agadez, Niger, juin.

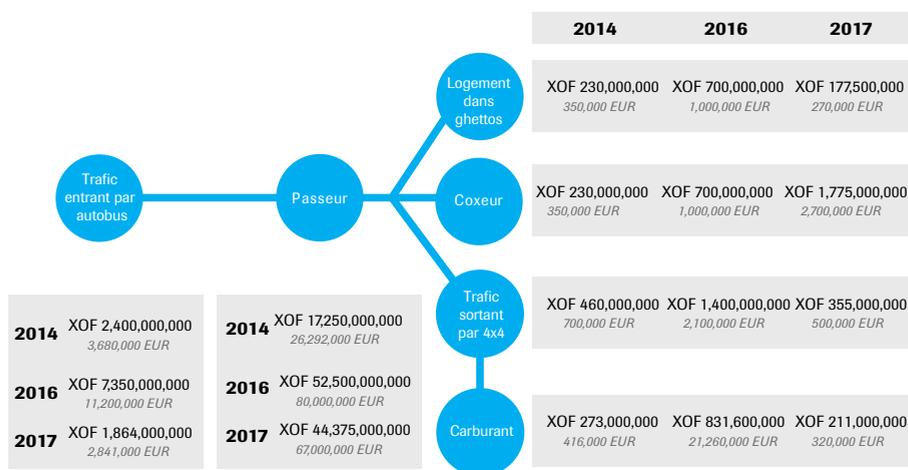


Figure 5 Chaîne de valeur de la migration, et estimation des revenus³⁷

Vu la baisse de l'état de droit en Libye et l'entrée des Toubou sur ce marché, l'industrie de la migration s'est modernisée : les contrebandiers Toubou ont introduit de nouveaux

37 Les chiffres sont estimés en se fondant sur le nombre de migrants en transit, les prix unitaires et la consommation par migrant (en supposant des bus et camions pleins de 70 et 25 passagers respectivement). Le nombre des migrants en transit fut estimé à 115 000 (2014), 350 000 (2016) et 88 750 (2017, en tenant compte d'une baisse de 70 pour cent au cours de l'année 2016), d'après les chiffres de la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM et les estimations des flux migratoires des auteurs au cours de l'année 2017, en se fondant sur l'évolution des chiffres tout au long des 8 premiers mois de l'année 2017. Les prix utilisés étaient comme suit: trajets en bus de 21 000 XOF; voyages tout compris à 150 000 XOF en 2014-2016 et 500 000 XOF en 2017; ramassage à la gare routière à 2 000 XOF en 2014-2016 et 20 000 XOF en 2017; logement au ghetto à 1 000 XOF la nuit, en supposant deux nuitées par réfugié; frais de transport extérieur à 100 000 XOF; carburant à 450 XOF le litre, en supposant une consommation de 11 litres/100 km pour un trajet de 1 200 km. Les prix unitaires se fondent sur des entretiens personnels menés avec des journalistes de Radio Sahara, deux compagnies de bus importantes, la chambre de commerce et d'industrie du Niger, et la Commune urbaine d'Agadez. 2017. Agadez, Niger, juin. Les prix du carburant et du logement au ghetto se fondent sur des entretiens menés en ligne avec un journaliste, un représentant de l'ONG Tamakrast et un agent public chargé du développement régional. 2017. Septembre.

véhicules plus grands venus de Libye, permettant de raccourcir le trajet à trois jours³⁸. Les prix d'un voyage inclusif atteignaient jusqu'à 150 000 XOF (229 EUR), ce qui se traduisait par un revenu par camion (contenant environ 25 migrants) à environ 4 000 000 XOF (6 100 EUR). Le voyage pouvait être payé à l'avance ou à crédit, à un prix majoré. À partir de 2011, les marges de bénéfices des contrebandiers et des passeurs augmenta, et leur richesse devint plus visible à Agadez : de grandes maisons commencèrent à être érigées et un nombre important de voitures neuves à envahir les rues³⁹. Autre indication de l'explosion migratoire : le nombre croissant d'emplois fournis par ce secteur, principalement aux parents des contrebandiers de la localité. Les frères des passeurs devinrent chauffeurs, les cousins furent embauchés comme gestionnaires des ghettos, et les jeunes neveux commencèrent à travailler comme coxeurs⁴⁰.

Au départ, les migrants arrivaient à Agadez en bus. En réponse à une demande soutenue en transport pour les migrants, les compagnies de bus avaient l'habitude d'exploiter des bus séparés pour les migrants afin d'épargner aux passagers réguliers les contrôles de sécurité minutieux auxquels sont soumis les migrants. Le prix des billets s'élevait à environ 21 000 XOF (32 EUR), atteignant un total d'environ 2 400 000 XOF (3 700 000 EUR) pour l'année 2014⁴¹. Deux des sept compagnies de bus opérant à l'heure actuelle dans Agadez et ses environs, STM et Rimbo, ont confirmé que l'afflux d'étrangers d'Afrique de l'Ouest à Agadez a considérablement augmenté entre 2011 et 2014, menant à l'achat de nouveaux véhicules et à la création de nouveaux emplois⁴².

Après une entrée (légale) dans Agadez, un passeur facilitait le trajet « irrégulier » depuis l'arrivée à Agadez jusqu'à la traversée de la frontière libyenne. Les coxeurs attendaient les migrants à la gare routière d'Agadez, veillant à ce qu'ils parviennent à bon port, dans l'un des ghettos de la ville. En se fondant sur les estimations fournies par plusieurs experts présents sur le terrain à Agadez⁴³, les coxeurs gagnaient environ 2 000 XOF (3 EUR) par migrant de la part du chef de ghetto, soit au total environ 230 000 000 XOF

38 Entretien personnel avec un représentant de la chambre de commerce. 2017. Niamey, Niger, juin. AH 7 et 8: les Touareg se servaient du modèle Toyota Hilux d'une capacité de 25 passagers, alors que les Toubou ont introduit le modèle Tundra, pouvant transporter jusqu'à 30 migrants.

39 Entretiens personnels avec un journaliste de Radio Sahara et un représentant d'un organisme de mise en œuvre. 2017. Agadez, Niger, juin.

40 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Sahara. 2017. Agadez, Niger, juin.

41 Entre 115 000 et 150 000 migrants ont traversé Agadez en 2014; entretiens personnels avec un journaliste de Radio Sahara, [dans le] bureau du maire. 2017. Agadez, Niger, juin.

42 Entretiens personnels avec les PDG de deux importantes compagnies de bus. 2017. Agadez, Niger, juin.

43 Les revenus le long de la chaîne de valeur de la migration ont considérablement fluctué ces dernières années. Les estimations présentées dans cette partie du rapport représentent des estimations modestes, fondées sur les informations relatives aux prix facturés avant l'application de la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015. Les experts s'accordent à dire que les prix le long de la chaîne entière ont enregistré des hausses considérables depuis.

(350 000 EUR) pour l'année 2014. Le chef de ghetto était habituellement employé par un passeur, empochant environ 1 000 XOF (1,5 EUR) la nuit par migrant, soit un total de 230 000 000 XOF (350 000 EUR) en 2014⁴⁴. Les quelque 200 ghettos d'Agadez avaient en général une capacité de plus de 30 personnes et employaient environ 5 motocyclistes qui allaient faire des courses en ville pour les migrants, leur épargnant le besoin de quitter la sécurité relative du ghetto (et facturant environ 400 XOF / 0,60 EUR la course). Les passeurs gagnaient environ 150 000 XOF (229 EUR) par voyage tout compris (17 250 000 XOF / 26 300 000 EUR au cours de l'année 2014), et recrutait des chauffeurs, au moins pour la dernière étape du voyage moyennant 100 000 XOF (152 EUR) par trajet (460 000 000 XOF / 700 000 EUR en 2014⁴⁵).

La présence de migrants au sein de la communauté a également entraîné une demande en autres biens et services à Agadez, tels qu'en eau, jerrycans, lunettes de soleil, turbans, denrées, carburant, transports, communications et services de transfert de fonds. En moyenne, les migrants dépensaient 19 000 XOF (29 EUR) durant leur séjour à Agadez (soit un total de 2 185 000 000 XOF / 3 300 000 EUR au cours de l'année 2014⁴⁶), contribuant au commerce dominé par les Houssa dans la ville. Les migrants effectuaient souvent des virements de fonds supplémentaires en ville pour couvrir les dépenses du voyage et peut-être les dépenses futures, donnant naissance à un marché croissant d'opérateurs de transferts monétaires tant officiels qu'informels. À l'heure actuelle, quelque 50 agents de ce type sont en ville, facilitant des transferts d'un montant unitaire approximatif de 5 000 000 XOF (7 600 EUR) avec une marge de 10 pour cent (1 200 000 000 XOF / 1 800 000 EUR au cours de l'année 2014⁴⁷).

Dans l'ensemble, en 2014, lorsque le nombre de migrants traversant Agadez était sur le point d'atteindre son apogée, plus de la moitié des ménages d'Agadez étaient censés bénéficier de cette industrie au point où celle-ci était même responsable d'intensifier la migration circulaire existante des Nigériens du sud se rendant à Agadez en quête d'un

44 En supposant que les migrants passent deux nuits à Agadez. Étant donné la cherté de la vie à Agadez, les migrants sont encouragés à minimiser la durée de leur séjour dans la ville, arrivant habituellement le weekend et partant le lundi. Au vu de l'augmentation des prix du passage au fil des années, de plus en plus de migrants ont prolongé leur séjour à Agadez afin de pouvoir travailler pour payer leur passage. Entretiens avec des représentants du bureau du maire, chambre régionale de commerce, Conseil régional. Agadez, Niger. juin 2017.

45 En supposant 25 passagers par trajet.

46 Samuel Hall, *op. cit.*

47 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Sahara. 2017. Agadez, Niger, juin. En supposant quatre transferts par opérateur par mois.

emploi⁴⁸. La plupart des motocyclistes exploitant des taxis à Agadez sont originaires de Maradi, les hommes de Zinder y viennent habituellement pour y travailler dans la construction, alors que les femmes de cette même région se rendent à Agadez pour servir de femmes de ménage, témoignant tous d'une économie relativement prospère⁴⁹. Le pouvoir d'achat augmenta car les prix des produits de consommation n'enregistrèrent pas une hausse significative (hormis de manière sélective, pour certains groupes d'étrangers), et les activités d'importation depuis la Libye prospérèrent, offrant un large éventail de biens ménagers et de voitures japonaises et coréennes: les appareils électroniques tels les réfrigérateurs ou les téléviseurs, mais aussi les matelas étaient très prisés et continuent de l'être. L'écart de prix avec Niamey est tel que jusqu'à ce jour, les clients continuent d'affluer à Agadez depuis la capitale pour y acheter ces produits. Les connaissances, compétences et équipements s'améliorèrent également, alors que beaucoup d'entrepreneurs qui étaient partis en Libye revinrent à Agadez en raison de la détérioration de la situation sécuritaire dans ce pays. Mettant leur expérience et les équipements fraîchement importés à contribution, nombre d'entre eux mirent en place des ateliers florissants à Agadez⁵⁰. Les migrants ne participaient pas habituellement au marché du travail à Agadez, étant donné que peu d'entre eux avaient l'intention de rester assez longtemps pour justifier la recherche d'un emploi⁵¹. La pression sur les salaires souvent associée à la migration fut par conséquent limitée.

L'économie migratoire a également généré des recettes fiscales locales importantes à l'échelle de la commune. Jusqu'à la mise en œuvre de la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015 (entrée en vigueur fin 2016), il est estimé que les autorités de Dirkou gagnaient en moyenne 155 000 000 XOF (236 000 EUR) en taxes de séjour des

48 En raison d'une croissance démographique plus élevée, les Nigériens du Sud viennent traditionnellement à Agadez pour travailler dans les mines, l'horticulture ou comme aide-ménagère, tout particulièrement entre les mois d'octobre et d'avril, pendant la saison sèche. Communication personnelle avec un expert de la migration. 2017. Niamey, Niger, Septembre. Presque toutes les personnes interrogées ont confirmé l'estimation des bénéficiaires de la migration.

49 Benattia, T., Armitano, F. et Robinson, H. 2015. 'Irregular Migration between West Africa, North Africa and the Mediterranean', OIM Nigeria, 21, http://www.rodakar.iom.int/oimsenegal/sites/default/files/Altai%20Consulting-Free%20Movement%20and%20Migration%20in%20West%20Africa-Final%20Report..._0.pdf (consulté en août 2017).

50 Entretiens personnels avec des entrepreneurs locaux. 2017. Agadez, Niger, juin.

51 Samuel Hall, *op. cit.*

migrants, en plus des taxes routières prélevées par les autorités⁵². Dans un contexte de gouvernance décentralisée où les transferts de fonds du centre aux régions continuent de faire figure d'exception plutôt que d'être la règle, ces recettes locales directes jouaient un rôle indispensable dans le développement local de la région⁵³.

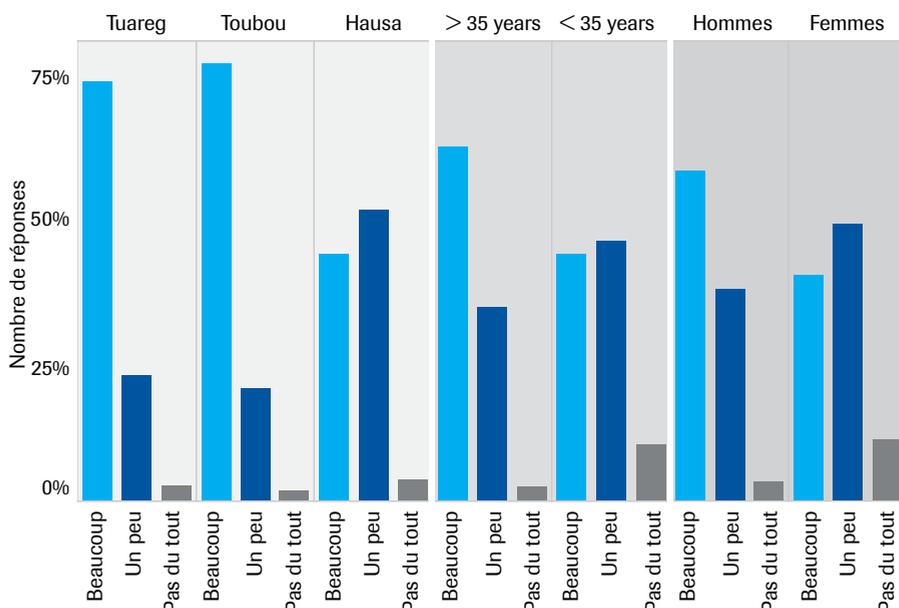


Figure 6 Avantages économiques de la migration perçus par catégorie démographique

La modernisation de la migration a sans aucun doute généré des revenus tant directs qu'indirects pour la majorité des ménages d'Agadez. Les preuves recueillies dans le cadre de la présente étude indiquent que la chaîne de valeur de la migration a stimulé l'activité économique dans des secteurs multiples, des transports à l'industrie hôtelière, en passant par le secteur financier et les industries des services. Dans l'ensemble,

52 Entretien personnel avec un représentant du Conseil régional. 2017. Agadez, Niger, juin. D'après un passeur cité dans un article de presse dans le quotidien britannique *The Guardian* en novembre 2015, il y avait trois points de contrôle entre Agadez et la frontière, et à chacun de ces points de contrôle, il était demandé au chauffeur de verser 10 000 XOF (15 EUR) par passager afin de passer (Kingsley, P. 2015. 'On the road in Agadez: desperation and death along a Saharan smuggling route,' 9 novembre, <https://www.theguardian.com/world/2015/nov/09/on-the-road-in-agadez-desperation-and-death-along-a-saharan-smuggling-route> (consulté en septembre 2017).

53 Entretien personnel avec un représentant du Conseil régional. 2017. Agadez, Niger, juin ; Bensaad, A. 2003. 'Agadez, carrefour migratoire sahélo-maghrébin', *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 19(1), 7-28, <https://remi.revues.org/336> (consulté en septembre 2017).

d'après les estimations recueillies auprès d'experts au cours de notre enquête de terrain à Agadez, entre 6 000 et 7 000 personnes étaient employées directement dans cette activité, en sus des nombreuses personnes des autres industries qui bénéficiaient aussi du passage des migrants. Ces effets économiques positifs se sont fait sentir à un moment critique, offrant une alternative aux deux planches de salut économiques de la région, à savoir le tourisme et l'exploitation minière. Les revenus du secteur de la migration ne semblaient toutefois pas correspondre à l'augmentation de la consommation dérivée du secteur aurifère, qui amena plus de 20 000 personnes dans la région⁵⁴.

L'économie migratoire a par conséquent apporté une contribution essentielle aux moyens de subsistance des populations et, par extension, à la stabilité de la région⁵⁵. Néanmoins, la plupart de ces activités économiques se déroulent dans le secteur informel, ce qui rend leur mise à échelle et la génération de recettes au profit de l'État un scénario fort lointain. Le fait que la professionnalisation du secteur de la migration aille de pair avec la détérioration des conditions de voyage et de logement des migrants suscite encore plus d'inquiétudes. En effet, les migrants n'ont pas d'autre choix que d'accepter: à cause de l'amélioration de l'organisation des acteurs de la chaîne (passeur, coxeur, chef de ghetto, moto-taxi, etc.), la marge de manœuvre des migrants pour négocier les prix et les conditions a diminué au point d'être désormais quasi-inexistante.

Outre leur objectif de réduire de façon draconienne les flux migratoires à destination de l'Europe, les nouvelles mesures contre le trafic d'êtres humains prises par le gouvernement nigérien avec l'appui de l'UE cherchent à s'occuper de ce dernier point. En effet, l'objectif de l'agenda européen en matière de migration consiste à aborder le fait que « la migration doit être mieux gérée à tous égards et à prendre des mesures immédiates pour empêcher de nouvelles pertes de vies humaines⁵⁶ ». En réalité, la criminalisation de l'industrie de la migration à Agadez a manqué de reconnaître à quel point l'industrie est ancrée dans l'économie politique plus large de la ville, et a par conséquent eu un effet contraire et néfaste, tant sur les migrants que sur la population locale.

54 Pellerin, *op. cit.*; Entretien personnel avec un journaliste de Radio Sahara. 2017. Agadez, Niger, juin.

55 Pour une discussion plus approfondie de l'impact du secteur de la migration sur la stabilité de la région, voir le rapport complémentaire intitulé [Opportunités de gouvernance locale pour une gestion durable de la migration à Agadez](#).

56 Commission européenne: Migration et affaires intérieures. 2017. 'European Agenda on Migration', https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration_en (consulté en septembre 2017).

4 Impact de la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015

Malgré les bénéfices de l'industrie de la migration pour la région, la situation a rapidement changé après l'adoption de la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015 et sa mise en œuvre ultérieure à Agadez à partir de l'automne 2016⁵⁷. L'arrestation de 282 chauffeurs et opérateurs de ghettos et d'au moins neuf gendarmes (pour chefs d'inculpation de corruption liée à la migration), associée à la confiscation d'au moins 169 camions employés pour transporter des migrants à travers le désert ont eu un effet dissuasif important sur l'industrie de la migration irrégulière⁵⁸. Le soutien direct apporté par l'UE a été décisif à cet égard. Il comprend « une assistance concrète sur le terrain pour aider à la conception et à la réalisation d'actions à court terme, visant à lutter contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains⁵⁹ ».

Bien que les activités facilitant le voyage des migrants d'Agadez à la Libye soient devenues illégales en 2015, les effets de la nouvelle politique se sont fait de plus en plus sentir. La sécurisation accrue des itinéraires a considérablement augmenté les risques le long de la route, tant pour les passeurs que pour les migrants. La migration en direction du nord qui traverse la ville d'Agadez a accusé une baisse importante par rapport à 2016, mais cette réduction ne tient pas compte du nombre de migrants qui tentent de traverser le désert par des itinéraires moins souvent empruntés afin de contourner Agadez et ses postes de contrôle environnants⁶⁰. Le nombre de tentatives de traversée du désert par d'autres villes dans l'espoir d'éviter les nombreux postes de contrôle dans Agadez et ses alentours est susceptible de continuer d'être élevé. Le succès statistique apparent a un coût humain important, car les migrants sont de plus en plus souvent

57 L'adoption de la Loi de 2015 s'est ensuivie peu de temps après le Sommet de La Valette sur la migration, qui a réuni les ministres des Affaires étrangères et les représentants des gouvernements de l'UE et des États africains en vue de négocier un nouveau partenariat pour s'attaquer aux causes profondes de la migration.

58 Les données sont disponibles pour la période allant du mois de juillet à la mi-octobre 2016 et de janvier à août 2017. Il se peut par conséquent que les chiffres soient plus élevés en raison de l'absence de données pour la période allant de la mi-octobre au mois de décembre 2016. Voir Commission européenne. 2016. 'Deuxième rapport d'avancement: premiers résultats en ce qui concerne le cadre de partenariat avec les pays tiers au titre de l'agenda européen en matière de migration' <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-960-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF> (consulté en septembre 2017) ; Commission européenne. 2017. 'Cinquième rapport d'avancement relatif au cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l'agenda européen en matière de migration', <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-12026-2017-INIT/fr/pdf> (consulté en septembre 2017).

59 Commission européenne, 2016, *op. cit.*

60 OIM, *op. cit.*

abandonnés dans le désert par des passeurs soucieux d'éviter d'être arrêtés⁶¹. De plus, l'entrée en clandestinité du secteur a réduit la mobilité des migrants à Agadez, et donc accentué leur dépendance vis-à-vis des réseaux de passeurs locaux. Comme l'un des motocyclistes nous a fait observer : « étant donné que les migrants ne peuvent plus quitter le ghetto, ils ne peuvent pas vérifier eux-mêmes les prix exacts sur le marché local. On peut donc leur facturer le double, voire le triple, et empocher la différence. En particulier, ceux qui ne parlent pas français n'ont pas vraiment d'autre choix que de payer les montants qu'on leur facture⁶² ».

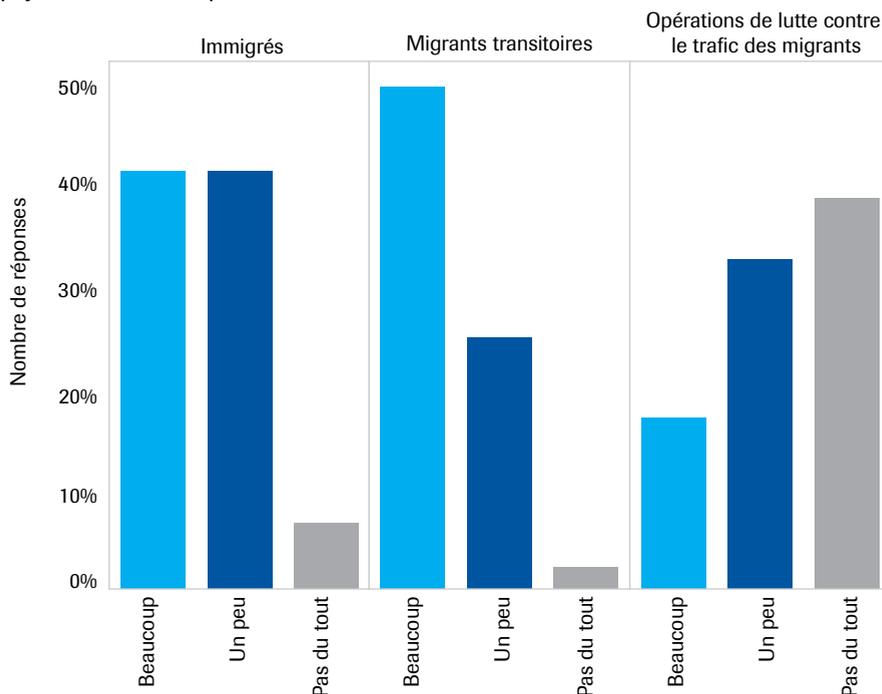


Figure 7 Mesure dans laquelle la communauté des personnes interrogées a bénéficié de la présence des immigrants et migrants transitoires et des opérations de lutte contre le trafic des migrants

61 En février, la presse locale a signalé que 38 corps de migrants avaient été découverts dans le désert. Au cours de la semaine de l'enquête de terrain menée dans le cadre du présent rapport, une équipe de télévision a accompagné une mission militaire nigérienne de sauvetage de survivants suite à la panne d'un camion dans le désert et la disparition de 20 passagers. Voir par exemple Nieuwsuur. 2017. 'Migranten verdwalen en drogen uit in de woestijn van Niger', 8 juillet, <https://nos.nl/nieuwsuur/artikel/2182188-migranten-verdwalen-en-drogen-uit-in-de-woestijn-van-niger.html> (consulté en septembre 2017). Une ancienne maire d'Agadez a signalé qu'un comité de femmes avait été mis en place pour organiser des recherches de corps dans le désert : « Nous savons qu'il y a beaucoup plus de morts dans le désert que ceux dont on entend parler dans la presse locale. Nous ne pouvons pas les ramener à la vie, mais nous devrions tout de même les trouver et les enterrer en bonne et due forme. C'est la moindre des choses, et c'est important dans notre culture islamique ». Entretien personnel. 2017. Agadez, Niger, juin.

62 Discussion de groupe avec des motocyclistes. 2017. Agadez, Niger, juin.

4.1 Transport: le secteur économique le plus touché

Les autorités locales présentent habituellement le nombre de voitures confisquées et de passeurs arrêtés comme l'effet le plus évident de la loi et la preuve même que celle-ci est appliquée. Des entretiens menés avec des entrepreneurs et des ménages ont rapidement révélé que ces mesures privent souvent les ménages de leur principale source de revenu. Les personnes interrogées se sont accordées à dire que les arrestations ciblent principalement les jeunes motocyclistes nigériens, les soi-disant motos-taxis de Maradi ou les chauffeurs arabes ou Toubou: « quiconque qui a l'air d'un Arabe ou d'un Toubou et conduit un quatre-quatre éveille automatiquement les soupçons⁶³ ». Cependant, il n'a été procédé à aucune arrestation de passeurs « de haut rang » pendant notre enquête de terrain.

Encadré 3 Réponse des Toubou aux confiscations de voitures en vertu de la Loi de 2015⁶⁴

Fin 2016, les Toubou sont descendus dans la rue et ont menacé d'attaquer le commissariat de police où étaient garées quelque 100 voitures confisquées. Leur objectif était de reprendre possession des véhicules, si nécessaire par la force. Les autorités ont réagi sur-le-champ, déplaçant les voitures dans un camp militaire en dehors de la ville. Un ancien chauffeur Toubou nous a expliqué que l'incident doit être compris dans le contexte de longues traditions de pastoralisme et qu'il existe une règle élémentaire qui dit que « si vous vous en prenez à mon chameau, j'ai le droit de vous tuer ». Il n'est pas surprenant que les autorités aient pris la menace très au sérieux.

Les Toubou, qui ont pour beaucoup la double-nationalité, ont été marginalisés sous le régime de Kadhafi et en grande partie délaissés par les autorités publiques de Niamey. En fait, nombre de Toubou ont soutenu fonctionner de manière autonome par nécessité depuis très longtemps, les activités de contrebande transfrontalières représentant leur planche de salut. Suite à la confiscation de leurs voitures qui sont indispensables à leurs moyens de

63 Au moins 169 véhicules ont été confisqués et 291 personnes arrêtées dans le cadre d'infractions liées à la migration. Un procureur près la cour suprême d'Agadez a été cité par une personne interrogée en février 2017 confirmant que 100 personnes avaient été arrêtées et 300 véhicules confisqués (Diallo, I. 2017. 'EU strategy stems migrant flow from Niger, but at what cost?' Special report, *Irin news*, 2 février, <https://www.irinnews.org/special-report/2017/02/02/eu-strategy-stems-migrant-flow-niger-what-cost>).

64 Entretiens personnels avec un ancien maire d'Agadez et un représentant de la chambre de commerce à Agadez. 2017. Agadez, Niger, juin ; Molenaar et El Kamouni-Jansen, *op. cit.*

subsistance, les Toubou se sentent « non seulement menacés par l'hostilité de leur territoire mais aussi par celle de leur gouvernement », selon les dires d'un ancien chauffeur Toubou.

Deux personnes interrogées ont suggéré que la prochaine rébellion dans le Nord du Niger est imminente et que cette fois-ci, ce sont les Toubou qui la mèneront. D'après les rumeurs, les mines de Djado n'auraient pas vraiment fermé leurs portes mais plutôt été remises aux Toubou pour les dédommager des lourdes pertes subies suite aux mesures d'atténuation de la migration. Bien qu'il n'ait pas été possible de vérifier ces allégations, elles attestent du niveau de frustration parmi les Toubou.

Bien que l'approvisionnement officiel de la chaîne de valeur de la migration n'ait pas été criminalisé par la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015, ce secteur a néanmoins aussi essuyé de lourdes pertes. Les compagnies de bus reliant Agadez à la capitale et à d'autres villes voisines ont fermé leurs portes ou cessé leurs opérations⁶⁵. Rimbo Transport Voyageurs, l'une des plus importantes compagnies de bus, exploitait autrefois cinq bus par jour entre Niamey et Agadez, contre seulement un bus aujourd'hui. Ce bus est plein lorsqu'il atteint Tahoua ; pourtant il arrive à Agadez presque vide. Les passagers nigériens se plaignent que la compagnie n'opère plus de bus séparés pour les migrants comme elle avait autrefois l'habitude de le faire pour épargner aux non-migrants les longs contrôles de police auxquels les migrants sont assujettis, et qu'en raison de la baisse du nombre de passagers, les bus transportent désormais migrants et non-migrants. Afin de s'adapter à la contraction de la demande, la compagnie a licencié 75 pour cent de son personnel travaillant sur la liaison Niamey-Agadez, et a augmenté le prix de ses billets pour couvrir ses frais d'exploitation⁶⁶. Entre-temps, le banditisme sur les routes ne s'est jamais mieux porté, tout particulièrement sur les tronçons Tahoua-Agadez-Arlit, Ingall-Agadez et Dirkou-Tabelot-Agadez, une évolution que beaucoup de personnes interrogées ont associée aux nombreuses pertes d'emplois dans les industries minière et migratoire⁶⁷.

Le secteur de la migration s'était adapté aux nouvelles politiques, en grande partie en entrant dans la clandestinité. Les mouvements migratoires continuent d'être importants, mais les itinéraires ont été modifiés afin de contourner les villes et autres zones présentant des risques élevés d'arrestation. Les itinéraires de remplacement sont

65 Air Transport, Nigma Transport et Passenger Transport en sont quelques exemples.

66 Entretien personnel avec des représentants de Rimbo Transport Voyageurs et STM Transport. 2017. Agadez, Niger, juin.

67 Ibid. Entretien personnel avec un membre du personnel de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ). 2017. Agadez, Niger, juin.

habituellement plus difficiles à emprunter et mettent encore plus les véhicules à rude épreuve, accroissant le potentiel de pannes à des endroits inaccessibles. En outre, les coûts de l'itinéraire le long du désert ont considérablement augmenté afin de couvrir le risque accru auquel s'exposent les passeurs. Au cours de l'année 2017, le prix d'un trajet est passé de 150 000 XOF (229 EUR) à 500 000 XOF (762 EUR), ce dernier montant correspondant au prix d'une nouvelle voiture une fois remplie au maximum, incitant les chauffeurs à plus facilement abandonner leurs passagers à leur sort. À leur tour, les coxeurs, qui sont relativement plus visibles, ont augmenté leurs tarifs qui sont passés de 2 000 XOF (3 EUR) à 20 000 XOF (30 EUR), reflétant leur exposition particulièrement élevée au risque d'être attrapés⁶⁸.

La hausse des risques que présente le trafic de migrants a également mené à l'entrée de nouveaux acteurs dans la chaîne. Alors que la plupart des tâches étaient autrefois exécutées par des Nigériens, les migrants leur font désormais concurrence dans ce secteur. Par le truchement de leurs réseaux dans leur pays d'origine, ils sont mieux à même de planifier les arrivées de migrants, réduisant ainsi le temps écoulé jusqu'au départ et par là même le risque couru. Les migrants ont également effectué une percée en tant que chauffeurs car les risques d'arrestation sont plus faibles: s'ils se font attraper, ils peuvent se faire passer pour des migrants parmi les passagers. Dans l'ensemble, bien que la criminalisation de la migration en partance d'Agadez ait accru tant les risques que les marges de bénéfice pour tous les facilitateurs de la chaîne, les migrants sont pour leur part à confrontés à des coûts et des risques plus élevés. Il est difficile d'estimer l'efficacité des récentes politiques en matière de migration car nous ne connaissons pas le nombre de migrants qui traversent le désert en empruntant d'autres itinéraires.

4.2 Hausse des paiements de facilitation

Le complément de ressources et de mandats attribués à la police et aux forces de sécurité a accru la capacité des acteurs de la sécurité à lever des taxes officieuses et à solliciter des pots-de-vin au cours de la chaîne de valeur de la migration. La menace d'une peine de prison de cinq ans et de la confiscation d'un véhicule aurait prouvé son efficacité à faire monter en flèche les niveaux d'extorsion. Là encore, le côté tant légal qu'illégal de la chaîne de valeur est affecté avant Agadez, tout comme le côté désormais illégal de la chaîne lors de la traversée d'Agadez et en partant de la ville. Ainsi par exemple, depuis que la loi est appliquée, le nombre de postes de contrôle de police sur le tronçon reliant Niamey à Agadez est passé à 10. À chaque poste de contrôle, les

68 Falschi, V. 2016. 'AGAMI – Agadez Migration Project: Final Evaluation', 5, <http://www.nigermigrationresponse.org/sites/default/files/AGAMI%20final%20evaluation%20report.pdf> (consulté en septembre 2017).

migrants doivent payer au moins 10 000 XOF (15 EUR) pour continuer leur trajet, ce qui équivaut au total à 130 000 XOF (198 EUR) par personne⁶⁹. En ce qui concerne les départs d'Agadez, la police facturerait 50 000 XOF (76 EUR) par camion quittant Agadez pour la Libye⁷⁰. Étant donné que la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015 a permis aux forces de sécurité de facturer des paiements de facilitation plus élevés, la concurrence entre la police et la gendarmerie et l'armée s'est durcie. Les forces armées qui accompagnaient autrefois les camions de migrants avec des convois militaires accusent désormais la police de fermer les yeux lorsque les camions des passeurs traversent leurs postes de contrôle. En réponse, une nouvelle pratique a rapidement vu le jour : au lieu de facturer immédiatement les chauffeurs de migrants, les agents de police prennent des dispositions préalables avec les passeurs, afin de veiller à recevoir les paiements avant le départ et à ce que les camions sachent comment contourner les postes de contrôle.

En réalité, la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015 est employée comme prétexte au prélèvement de taxes plus importantes auprès des passeurs et, par extension, auprès des migrants. Pourtant, les preuves recueillies indiquent également que c'est l'économie locale élargie qui est la principale victime de la répression contre les migrants.

4.3 Effets sur l'ensemble de l'économie locale

Étant donné la baisse du nombre de migrants qui arrivent à Agadez dans l'intention de se diriger vers le Nord et le contournement de plus en plus fréquent des villes importantes, la demande, alimentée par la consommation des migrants irréguliers autant que par celle des passeurs, a fléchi. Les femmes entrepreneurs ont perdu une bonne partie de la clientèle à laquelle elles vendaient leurs produits, les vendeurs d'eau font le pied de grue avec leurs jerrycans, et les groupes de motos-taxis encombrant les coins de rue en se plaignant des cas de harcèlement dont ils sont victimes de la part de la police et qui dépassent le nombre de clients journaliers⁷¹. Le chômage est en hausse, et les jeunes qui travaillent aux échelons inférieurs de la chaîne de valeur de la migration la quittent en réponse au risque accru associé à cette activité. En outre, de nombreuses personnes employées dans l'économie informelle, qui bénéficiaient auparavant de la

69 Entretien personnel avec une ancienne membre de l'Association des femmes du Niger contre la guerre (AFNCG). 2017. Agadez, Niger, juin. Ces témoignages ont poussé une personne interrogée qui s'est récemment rendue en bus de la capitale jusqu'à Agadez à déclarer, « les seuls criminels dans le secteur de la migration, c'est la police ! Ils gonflent délibérément leurs marges sans fournir aucun service ! »

70 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Sahara. 2017. Agadez, Niger, juin.

71 Discussions de groupe avec des femmes entrepreneurs, des motocyclistes et des jeunes. 2017. Agadez, Niger, juin.

consommation des migrants irréguliers, ont vu leurs revenus diminuer. Le commerce et d'autres filières s'appuyant sur des biens importés tels que le ciment, l'acier et le bois provenant de pays limitrophes, à savoir le Nigéria, font également face à de plus en plus de difficultés car les coûts de transaction et, par extension, les prix augmentent. Les propriétaires d'ateliers de la zone industrielle d'Agadez signalent que les postes de contrôle à l'entrée d'Agadez sont devenus plus fastidieux pour leurs fournisseurs au cours des derniers mois et que le temps d'attente et les frais de facilitation augmentent. Face à la faiblesse du pouvoir d'achat local, les artisans ont peu de marge pour répercuter les coûts de transaction accrus sur le prix des produits; leurs marges bénéficiaires ont atteint un niveau plancher. En outre, les transferts commerciaux et technologiques des entreprises libyennes ont également ralenti. Plus bas sur la route, aux étapes telles que Dirkou et Séguédine, les effets économiques sont aussi susceptibles d'être importants, compte tenu de l'itinéraire qui contourne désormais les postes de contrôle et donc ces endroits qui étaient autrefois traversés⁷².

4.4 Pertes de revenu et déclin économique, sources d'une insécurité accrue

Les risques et les coûts sont accentués par une augmentation du banditisme le long des itinéraires de transport, entraînant des paiements supplémentaires, la confiscation de biens et d'équipements et même des enlèvements⁷³. La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée (souvent des anciens combattants) et des équipements (véhicules) en raison du déclin de l'industrie de la migration, associée à la disponibilité d'armes accroissent considérablement le risque de banditisme. Combinée à la corruption rampante, ceci se traduit de plus en plus par l'extraction des liquidités de l'économie productive. Suivant une logique similaire, le marché de la protection privée connaît une demande croissante et bénéficie de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et d'équipements. Néanmoins, de nombreuses nouvelles recrues dans ce secteur considèrent cette activité comme un tremplin vers un autre emploi mieux rémunéré, tel que l'orpaillage, ou le retour à des tâches liées à la migration⁷⁴. Un autre secteur qui se porte bien est celui de l'hôtellerie, qui répond de plus en plus aux besoins des expatriés de la mission EUCAP, de leurs sociétés d'appui logistique et du personnel militaire des États-Unis. En outre, le personnel des ONG et les journalistes sont également devenus des visiteurs fréquents de la ville d'Agadez pour des missions liées aux migrations. Beaucoup de jeunes hommes travaillent désormais en tant qu'intermédiaires, mettant en contact journalistes et passeurs.

72 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Sahara. 2017. Agadez, Niger, juin.

73 Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies. 2016. 'Shattered dreams: Returning migrants in Agadez tell their stories', <http://www.unocha.org/story/shattered-dreams-returning-migrants-agadez-tell-their-stories> (consulté en septembre 2017).

74 Entretien personnel avec une société de sécurité privée. 2017. Agadez, Niger, juin.

4.5 Hausse des tensions sociales

Étant donné que le trafic de migrants est ancré dans l'économie politique générale d'Agadez, les retombées économiques des mesures relatives aux migrants ont des répercussions sociales plus vastes et risquent d'éroder le tissu social de la ville. Connue pour sa diversité et sa tolérance envers tous les groupes ethniques, la ville est désormais le théâtre de tensions croissantes entre groupes. Un vent de changement se lève sur les voisins de la région de la CEDEAO. L'impression générale est que quiconque qui interagit avec un migrant en transit potentiel risque d'être arrêté. Ainsi, les migrants de la CEDEAO ne sont plus accueillis comme autrefois à bras ouverts à Agadez. Aucune différence n'est faite entre les migrants de la CEDEAO qui sont à la recherche d'un emploi permanent à Agadez et ceux qui cherchent à gagner de l'argent pour financer la poursuite de leur voyage. L'effet contreproductif de la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015 devient évident : cette même loi qui dissuade les migrants de passer en Libye les empêche de s'installer dans la région d'Agadez car les communautés d'accueil risqueraient d'être emprisonnées si elles les recevaient. Une personne interrogée a relaté l'histoire d'un enseignant dans le secondaire originaire de Guinée qui avait décidé de s'installer de façon permanente à Agadez car la route jusqu'à la Libye était devenue trop risquée mais aussi parce qu'il s'était aperçu qu'il existait une demande d'enseignement en anglais. Cependant, en tant qu'étranger de la CEDEAO, il ne pouvait pas trouver de chambre à louer car les locaux avaient trop peur de faciliter son installation⁷⁵.

En outre, le ressentiment monte parmi la population envers les autorités locales « qui n'osent pas s'insurger contre le marché que Niamey a conclu avec l'UE », principalement contre la police et ses sollicitations de paiements de facilitation⁷⁶. Le mécontentement que cela suscite parmi les résidents d'Agadez est abordé en détail dans le rapport complémentaire intitulé [Opportunités de gouvernance locale pour une gestion durable de la migration à Agadez](#). Il suffit de dire ici que bien que les résidents perçoivent que la loi est mise en œuvre avec impartialité, sa mise en œuvre touche particulièrement durement la communauté Toubou étant donné sa surreprésentation dans le secteur commercial. Le potentiel de conflit augmente par conséquent à cause des griefs associés à la politique en matière de migration, bien que ces griefs soient pour l'heure limités au sein de la population en générale.

75 Entretien personnel avec un entrepreneur. 2017. Agadez, Niger, juin. Bien qu'il ait toujours été très difficile d'obtenir un permis de travail, les migrants de la CEDEAO pouvaient en fait trouver un emploi dans le secteur informel et les contacts entre locaux et migrants n'étaient pas perçus comme des actes répréhensibles. La situation a changé.

76 Discussions de groupe avec des représentants des jeunes, entretien personnel avec des femmes entrepreneurs. 2017. Agadez, Niger, juin.

5 Opportunités pour le développement et la stabilité

Bien qu'en déclin économique, la région manque de potentiel ou d'ambition. Compte tenu des effets déstabilisateurs des mesures d'atténuation des migrations jusqu'à maintenant, il est grand temps d'exploiter ce potentiel pour créer des opportunités économiques alternatives. Plutôt que de briser complètement le secteur de la migration, l'écosystème qui s'est développé autour de la filière de la migration, les réseaux, les compétences, les services et l'expérience devraient être utilisés autant que possible comme points d'entrée du développement de la région. Étant donné que l'impact à court terme et le changement économique structurel à plus long terme sont nécessaires, trois voies de développement – à aborder simultanément – se dessinent: créer immédiatement des opportunités de revenus, travailler pour un environnement propice et des investissements importants amenant des changements structurels et toujours éviter de desservir.

5.1 Promouvoir la création d'activités génératrices de revenus et d'entreprises aujourd'hui

Étant donné que la moitié des ménages d'Agadez risquent de perdre une source importante de leurs revenus, d'autres activités génératrices de revenus sont nécessaires. Presque toutes les personnes interrogées pour ce rapport connaissaient très bien le montant des fonds que l'UE s'était engagée à mettre pour améliorer la gestion des migrations et fournir d'autres sources de revenus à Agadez. De nombreuses personnes ont des attentes élevées quant à la part qu'elles s'attendent à recevoir. Les bénéfices immédiats doivent se concrétiser et être visibles pour renforcer les activités économiques et freiner la frustration. Les recommandations suivantes sont des mesures concrètes pour soutenir les emplois à court terme avec un succès rapide garanti. Certaines d'entre elles avancent également le programme de changement structurel à moyen et à long terme pour une croissance économique durable. Néanmoins, l'urgence et la portée du ralentissement économique exigent des résultats immédiats.

1) *Évaluation participative du marché*

La première étape critique, dans le développement de mesures de soutien axées sur une activité économique viable, est une bonne évaluation du marché. Ces informations peuvent être glanées dans le cadre d'une évaluation participative du marché. Le groupe cible participe lui-même à la collecte des données et apprend la manière de collecter des données efficacement. L'objectif de cette intervention, idéalement co-gérée par le Comité de migration du bureau du maire et de la Chambre de commerce d'Agadez, serait double: générer des informations nécessaires sur les secteurs de la demande et de l'offre du marché du travail (formel et informel), et des emplois à court terme et des formations sur le tas pour une douzaine de personnes dans chaque quartier d'Agadez. Le groupe de collecteurs de données devrait être diversifié, composé d'anciens acteurs de la migration et d'autres personnes, des hommes et des femmes, des Touareg, des Toubou et des Haoussa. Les compétences et les emplacements de l'industrie de la migration pourraient être exploités pour effectuer l'évaluation : les motos-taxis pourraient assurer la mobilité nécessaire pour couvrir tous les pâtés de maison ou les marchés d'un quartier, par exemple, et des discussions de groupes avec les commerçants, artisans et agriculteurs pourraient être organisés dans les anciens ghettos.

Comme le suggèrent les résultats du sondage, il faut faire preuve de prudence car les opinions des gens sur les opportunités du marché et les besoins en compétences sont susceptibles d'être influencés par la perception du soutien que la communauté internationale peut fournir ou a déjà fourni dans la région (voir figure 8). Les données sont facilement influencées et encadrées en fonction de la vision des activités économiques existantes plutôt que sur une évaluation précise du potentiel du marché. Une opportunité peut être rentable pour un individu mais ne pas être rentable si elle est développée pour un groupe car la demande a déjà été comblée. C'est l'exemple des demandes d'aides habituelles pour démarrer un magasin, car plutôt que de répondre à une nouvelle demande, ces magasins doivent plutôt se partager la demande existante (et en déclin) parmi une quantité croissante d'acteurs. Une évaluation participative du marché qui rapproche les entreprises et les futurs entrepreneurs ou employés peut sensibiliser à la viabilité du marché.

L'aperçu suivant présente quelques réflexions initiales sur les possibilités d'activités économiques par secteurs en fonction des entretiens avec des experts d'Agadez. Pour chacun de ces secteurs économiques à fort potentiel de croissance et d'emploi, des mesures spécifiques à court terme et à long terme devraient être développées. Cette vue d'ensemble offre des idées initiales.

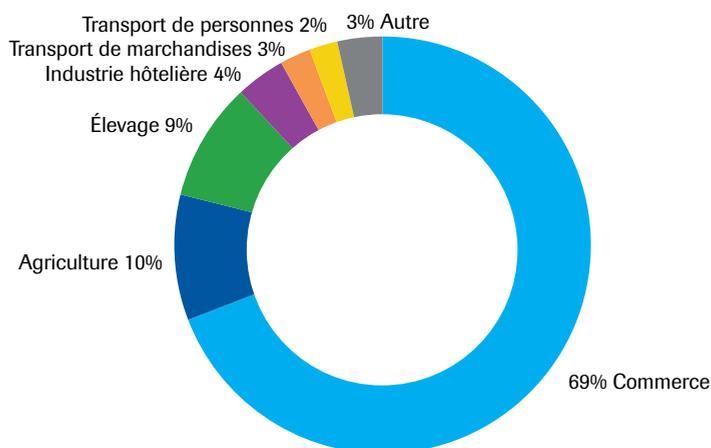


Figure 8 Secteur privilégié des personnes interrogées dans lequel elles développeraient des activités si elles avaient des fonds disponibles

Encadré 4 Les opportunités d'activités économiques par secteur

Agriculture et pastoralisme

Agadez a été et restera une économie agro-pastorale. Bien que certains produits soient vendus non-localement et même exportés, un potentiel inexploité est disponible. Le renforcement des installations de traitement existantes et l'introduction de nouvelles installations pourraient être envisagés car elles permettraient d'accroître la valeur ajoutée et la durée de vie des produits, et de rendre les produits plus faciles à transporter sur de longues distances, ce qui permettrait d'atteindre de nouveaux marchés. Les conditions d'accès à de nouveaux marchés incluent l'amélioration des conditions routières et les efforts de commercialisation pour introduire la notion d'utilisation de produits alimentaires transformés. Les coopératives pourraient être en mesure de faciliter ces développements. Les retombées dans les deux secteurs menacent maintenant la survie et le développement de ces coopératives, dont beaucoup ont progressé et se sont professionnalisées non seulement grâce à la coopération au développement et au soutien sur le long terme d'AREVA, mais aussi grâce à une demande constante des migrants et des travailleurs des mines. L'accès à de nouveaux marchés comme priorité absolue et l'intégration voulue d'Agadez dans le sud du pays comme porte d'entrée vers le riche marché du nord du Nigéria font partie de la solution. Les récents travaux de maintenance sur la route reliant Agadez à Aderbissinat sont au mieux provisoires et des

investissements beaucoup plus importants sont nécessaires pour permettre le commerce entre Agadez et Zinder.

Les produits dans la région méritant d'être examinés sont les oranges, les pamplemousses, les melons, les raisins secs, les tomates et autres légumes. Le grain, actuellement importé, et la spiruline pourraient également être des cultures à développer. En outre, les entrepôts pourraient diminuer les fluctuations des revenus, car ils permettraient aux producteurs locaux de retarder les ventes jusqu'à ce que les prix soient plus élevés et pourraient permettre de répartir les ventes pour couvrir des périodes de sécheresse limitées. La professionnalisation du secteur agricole et la preuve que des bénéfices substantiels peuvent être réalisés pourraient également rendre à nouveau le secteur plus attrayant pour les jeunes. Pendant la ruée vers l'or, de nombreux jeunes ont quitté l'agriculture pour des activités minières plus lucratives, entraînant une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur de l'agriculture. Le déclin de l'exploitation minière ne se traduira pas automatiquement par une offre de main-d'œuvre agricole. Des améliorations importantes seront nécessaires pour rendre le secteur de nouveau plus attractif.

Dans le même ordre d'idées, le pastoralisme ne produit actuellement que des quantités limitées de produits secondaires commerciaux. Compte tenu de la disponibilité des installations nécessaires à Agadez, les produits laitiers et la fabrication du cuir pourraient être considérablement augmentés et fournir des emplois aux personnes considérant actuellement ces données comme inutiles.

Il faut cependant avancer avec prudence. La zone autour d'Agadez est dépendante des grandes inondations de la région montagneuse au nord-est de la ville, qui réapprovisionne les eaux souterraines le long de la rivière. Les précipitations dans la région sont sujettes à des fluctuations à long terme dues à l'oscillation atlantique multidécennale. Lorsqu'un nouveau cycle de phase sèche commence, on peut s'attendre à environ deux décennies de sécheresse. Les modèles de température dans l'Atlantique Nord semblent indiquer qu'une nouvelle phase sèche pourrait commencer dans quelques années. Une telle période restreindra sévèrement les opportunités d'activités économiques agro-pastorales à Agadez (et dans une grande partie du reste du Sahel). Au niveau local, des mesures pour optimiser les activités économiques agro-pastorales avec beaucoup moins d'eau peuvent être encouragées pour améliorer la résilience. Néanmoins, la nécessité pour les gens de s'engager dans une migration (circulaire) pour répondre à leurs besoins en nourriture et en revenus augmentera. Au niveau plus large du Sahel, une augmentation substantielle et un changement de la dynamique de migration peuvent être attendus.

Mesures à court terme

- Offrir aux coopératives un marché de produits agricoles transformés garantissant des prix équitables et des quantités stables (voir la recommandation 4).
- Négocier des commandes à long terme entre des organisations internationales, des grands hôtels de missions militaires et des coopératives existantes afin qu'elles puissent continuer à fonctionner (voir la recommandation 4).
- Offrir des formations professionnelles sur les installations d'irrigation et d'approvisionnement, ainsi que des systèmes de microcrédit pour aider les coopératives à professionnaliser et attirer les jeunes.

Mesures à moyen et à long terme

- Investir dans les infrastructures et la maintenance des infrastructures (voir la recommandation 8).
- La réforme de l'infrastructure et de la gouvernance rurales du secteur agro-pastoral pourrait accroître la production et soutenir l'accès à de nouveaux marchés. L'amélioration des installations d'arrosage pour l'élevage et de l'infrastructure routière facilitera l'accès à de nouveaux marchés. La productivité peut être améliorée en rendant disponibles les services nécessaires pour acquérir et exploiter de nouveaux types d'équipements. Des exemples de ces services sont les facilités de crédit, la formation ainsi que les services de maintenance et de réparation.
- Le développement du traitement post-récolte pour assurer que la production pour de nouveaux marchés est viable

Artisanat et bijoux

Ce secteur autrefois prospère est en déclin non pas à cause de facteurs environnementaux, mais car il a perdu l'accès à un marché. Les facteurs tels que les coûts élevés du transport n'ont qu'un impact négligeable sur les marges des bijoux artisanaux. L'élimination des obstacles pour accéder aux marchés bien établis en Europe, en particulier en France, permettra aux artisans d'exporter à nouveau. Complété avec une formation sur le marché et la vente de leurs produits en ligne pourrait faciliter une augmentation substantielle des revenus du secteur.

Mesures à court terme

- S'assurer que le consulat français et les autres ambassades européennes de Niamey facilite les procédures de demande de visa des commerçants d'artisanat ayant un excellent bilan (voir la recommandation 6).
- Raviver l'ancienne pratique de la commission publique du travail artisanal pour embellir et équiper les bâtiments de l'État et d'autres bureaux publics.

Mesures à moyen et à long terme

- Raviver *l'Office du Tourisme* et faire équipe avec les artisans organisés en associations pour faire face à la crise du tourisme dans la région.
- Assurer la disponibilité des compétences, du matériel et des infrastructures nécessaires pour permettre les ventes en ligne et le transport maritime international

Exploitation minière

Bien que le secteur de l'uranium soit confronté à un ralentissement, il génère encore des revenus considérables. Actuellement, ces revenus contournent largement Agadez. Développer les fournisseurs du secteur, tels que les laboratoires chimiques, le transport de minerai, les services de maintenance de véhicules (miniers), etc. pourrait permettre de transférer les activités de Niamey vers Agadez, en particulier lorsque les prix du minerai remonteront et que les sites actuellement en développement entreront en production.

À l'instar du secteur de l'uranium, l'or est confronté à un ralentissement car les gisements aurifères dans de nombreuses régions sont en train de s'épuiser. Cependant, l'exploration à part entière des gisements d'or plus profonds doit encore commencer. Les entreprises chinoises, nigériennes et soudanaises ont acquis des permis en 2016 et une entreprise japonaise devrait entrer dans Djado, mais l'accès pour les mineurs informels risque d'être restreint. Lorsque les opérations professionnelles entrent en production, les habitants locaux pourraient également en bénéficier en développant des services de soutien pour l'industrie minière, tout comme l'industrie de l'uranium.

Mesures à moyen et à long terme

- Assurer une communication claire tout au long du développement de nouveaux sites miniers afin de sensibiliser les PME locales aux types et aux volumes de services requis pendant le développement et tout au long du fonctionnement du site. En veillant à ce que la documentation détaillée sur les volumes attendus (et leurs changements au fil du temps) ainsi que les normes de qualité des biens et services requis soient disponibles et facilement accessibles, les fournisseurs potentiels seront en mesure de planifier leur production et leurs investissements en capacité et en expertise. La documentation pourrait être mise à disposition par l'intermédiaire, par exemple, de l'antenne de la Chambre de commerce d'Agadez et annoncée par radio. En outre, les points de contact des principales opérations minières pourraient être rendus accessibles aux fournisseurs locaux pour s'assurer que les questions concernant les volumes d'approvisionnement, la planification et les normes de qualité devant être respectées (voir recommandation 5).
- Soutenir le développement de PME locales potentielles en tant que fournisseurs pour s'assurer qu'elles peuvent se développer pour produire à l'échelle et à la qualité requises dans le secteur. Un programme de développement de fournisseurs pourrait être développé en collaboration avec des sociétés minières. Un programme pourrait commencer avec une sélection des entreprises locales selon leur potentiel en tant que fournisseur d'articles à faible risque, en fonction des procédures normales de vérification préalable du fournisseur, en communiquant avec les entreprises sur les vraies améliorations à apporter. Par la suite, les entreprises potentiellement concurrentes pourraient être identifiées et un soutien ciblé pourrait être fourni afin de s'assurer que les entreprises fonctionnent au niveau requis. Selon le produit ou le service, cela peut impliquer un soutien à un fournisseur sur un certain nombre d'aspects afin d'aligner les capacités des fournisseurs avec les besoins de l'acheteur. Le soutien peut impliquer le renforcement des capacités, le recrutement d'expertise pertinente, la formation, la certification, l'élaboration de procédures de gestion, les procédures de gestion de la qualité, les processus de production ou la planification pour assurer la livraison à temps (voir recommandation 2).
- Assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées pour travailler dans le secteur et accéder (importer) à l'équipement requis. La formation ou les échanges de personnel avec d'autres entreprises engagées dans le secteur ailleurs (ou les deux) peuvent être exploités à cette fin.

- Insister pour une plus grande transparence dans le transfert des taxes de développement de l'État central vers le niveau régional. Initier un dialogue public-privé entre les autorités gouvernementales et les sociétés minières afin d'améliorer la compréhension mutuelle des besoins et des avantages de l'exploitation minière pour les collectivités, les administrations locales et centrales et les entreprises (voir la recommandation 7).

Infrastructure

La mauvaise qualité de la route constitue une contrainte considérable pour le développement du secteur privé. Les investissements dans la construction de routes pourraient engendrer une quantité importante d'emplois temporaires, tout en réduisant les coûts dans la plupart des secteurs. La formation des petites et moyennes entreprises dans les services de maintenance routière pourrait offrir des opportunités à plus long terme et pourrait réduire les risques pour les sociétés de construction en devenant leur fournisseur d'un revenu de base relativement sûr. Les investissements dans les infrastructures de santé et d'éducation sont également nécessaires de toute urgence.

Mesures à court terme

- Investir dans des programmes de travaux publics pour réhabiliter les infrastructures routières ou d'autres infrastructures (voir la recommandation 3).

Mesures à moyen et à long terme

- Finir la construction de la cimenterie à Malbasa, construction qui a été suspendue pendant un an.
- Renforcer les formations de fournisseurs pour équiper les PME des compétences nécessaires pour entreprendre l'entretien des routes.
- Fournir une formation au personnel de l'exploitation routière sur l'élaboration d'horaires et de budgets de maintenance routière appropriés.

Sécurité privée

La demande pour une sécurité privée est en considérable augmentation étant donné l'insécurité factuelle et perçue dans la région. Comme le montrent les sources militaires à Agadez, il y a une forte probabilité pour Agadez de rester marquée zone rouge dans les années à venir, le protocole de sécurité des organisations internationales, des ONG et des hôtels nécessitera l'utilisation de sociétés de sécurité privées à long terme. En outre, la demande de services de sécurité privée pourrait accueillir une augmentation supplémentaire si les sites

miniers entrent à nouveau en service. Bien que la sécurité privée ne soit peut-être pas un secteur de croissance souhaitable, compte tenu de sa dépendance à la continuation du banditisme et du crime organisé, elle offre une occasion exceptionnelle d'atteindre les anciens passeurs et anciens combattants en utilisant le secteur comme un tremplin pour leur transition vers un emploi pacifique et légal, en fournissant aux employés un uniforme, un téléphone, peut-être une moto, et idéalement une carrière, un travail en sécurité privée correspond aux attentes des jeunes hommes en matière de masculinité et à une vie meilleure plus facilement que la perspective de devenir agriculteur ou cantonnier. De plus, l'appartenance à une entreprise ayant une identité et la possibilité de recevoir une formation en compétences techniques et personnelles facilitera l'intégration des anciens passeurs et des autres jeunes dans la société.

Mesures à court terme

- Fournir une formation aux employés en compétences techniques et personnelles (comme la gestion des conflits, la médiation, la communication d'apaisement et l'écriture de rapports).
- Fournir un soutien aux employeurs pour professionnaliser leur gestion, leur équipement et leurs programmes de formation pour aider à la rétention du personnel et la prestation de services professionnels et éthiques.

Petit commerce

Il y a peu de travailleurs avec de bonnes compétences de base ou des compétences spécialisées. Les entreprises en croissance sont donc contraintes ou forcées de faire des investissements initiaux considérables dans la formation de nouveaux employés. Ils sont confrontés à des niveaux imprévisibles, à l'extorsion et aux coûts de transaction accrus.

Mesures à court terme

- Promouvoir les technologies de communication pour signaler les incidents d'extorsion selon différentes routes commerciales et les communiquer publiquement, par exemple par la radio locale.
- Intensifier le dialogue permanent avec les autorités de Niamey pour arrêter immédiatement la campagne d'embellissement et offrir des formes adéquates de rémunération aux entrepreneurs dont les ateliers ont été détruits (voir la recommandation 6).

- Assurer le succès de la compétition de business plan en cours à Agadez et communiquer les résultats par radio locale (voir recommandation 2).

Mesures à moyen et à long terme

- Soutenir les PME dans leur croissance en offrant des services de développement commercial et en facilitant la formation, le coaching et l'association, afin de relier les futurs entrepreneurs et les ouvriers au marché en offrant une formation aux compétences professionnelles ou entrepreneuriales (voir recommandation 5).
- Soutenir le développement d'infrastructures clés (comme l'électricité) requises pour que ces entreprises opèrent (voir la recommandation 8).

Femmes entrepreneurs

Les femmes d'Agadez dominent plusieurs secteurs : elles constituent la majeure partie de la production artisanale traditionnelle, à l'exception des bijoux, elles gèrent des coopératives ayant du succès dans la transformation agricole et identifient les marchés potentiels de services de traitement au henné et la fabrication de tapis. Ces dernières activités ont l'avantage d'être compatibles avec leurs autres tâches productives (agricoles) et reproductives que les femmes sont supposées effectuer. Un nombre significatif de femmes de la région quittent Agadez pour travailler en tant que servantes en Algérie.

Des possibilités existent dans d'autres professions, comme les dentistes et les opticiens, pour lesquels les personnes interrogées ont identifié une pénurie importante.

Mesures à court terme

- Offrir aux femmes des coopératives artisanales et productives, un marché de produits agricoles transformés garantissant des prix équitables et des quantités stables (voir la recommandation 4).
- Impliquer les femmes dans l'identification des besoins en compétences et des opportunités de marché qu'elles considèrent comme souhaitables et pratiques (voir la recommandation 1).

Mesures à moyen et à long terme

- Impliquer les femmes dans les mesures visant à créer un environnement commercial propice à travers des chambres, des associations et des coopératives (voir la recommandation 5).

2) Garantir le succès de la compétition des plans d'affaires en cours

Avec le soutien de la Banque mondiale et d'autres organisations, la « Maison de l'Entreprise » de la chambre de commerce à Niamey a lancé une compétition nationale de plans d'affaires dans le but de promouvoir les petites et moyennes entreprises. Six-cents propositions ont été soumises par l'intermédiaire de la chambre de commerce d'Agadez à Niamey, en sus de propositions supplémentaires envoyées directement par des entrepreneurs. Bien que dénommées plans d'affaires, ces propositions ressemblaient plutôt pour beaucoup à des listes d'articles requis pour exploiter une entreprise⁷⁷. Au moment de notre enquête de terrain, 600 propositions issues de toutes les régions ont été présélectionnées. Les candidats bénéficieront de deux mois de formation pour rendre leur proposition plus professionnelle, après quoi une deuxième vague de sélection identifiera 300 entreprises qui bénéficieront d'un accompagnement lors de la mise en œuvre de leur plan d'affaires pendant 18 mois⁷⁸.

Les autorités régionales ont exprimé quelques inquiétudes concernant le processus, se demandant combien de propositions en provenance de la région d'Agadez seraient acceptées, mais les jeunes ont en général réagi de façon très positive⁷⁹. Déjà à un stade de mise en œuvre avancée, cette initiative représente une occasion unique d'assurer la réussite de la mise en œuvre des plans d'affaires sélectionnés d'Agadez, et de communiquer ce succès en conséquence. Toute l'assistance nécessaire devrait être fournie pour veiller à ce que les entrepreneurs d'Agadez qui sont retenus deviennent des modèles qui inspirent d'autres personnes et servent de contrepoids aux sentiments d'être une fois de plus abandonnés en tant que région qui semblent se propager rapidement. Bien que l'incubateur CIPMEN ne se trouve pas sur le terrain à Agadez, il pourrait offrir des conseils commerciaux d'excellente qualité comme il est déjà parvenu à le faire par le passé⁸⁰.

77 Entretien personnel avec un représentant de la chambre de commerce régionale. 2017. Agadez, Niger, juin.

78 Entretien personnel avec un représentant de la « Maison de l'Entreprise » à la chambre de commerce. 2017. Niamey, Niger, juin. Une initiative qui envisage de ramasser et de recycler les déchets métalliques offre un exemple prometteur de l'un de ces plans d'affaires. Elle nous a été rapportée par un représentant de l'Incubateur CIPMEN. Deux jeunes adultes qui ont déjà extrait de l'étain et l'ont exporté au Nigeria sont à la tête de cette entreprise. Ils emploient 50 salariés faiblement qualifiés, ont mené une diligence raisonnable en bonne et due forme en préparation au projet ou à l'activité commerciale, et collaborent avec la SOPAMIN (mine d'uranium d'Areva) qui dispose d'un nouveau directeur. Le CIPMEN leur a dispensé une formation à Niamey, avec le financement de l'OIM. Entretien personnel avec un représentant du Centre Incubateur des PME au Niger (CIPMEN). 2017. Niamey, Niger, juin (<http://www.cipmen.org>).

79 Entretien personnel avec un représentant de la chambre régionale de commerce. 2017. Agadez, Niger, juin.

80 Par le passé, le CIPMEN a encadré plusieurs entreprises sociales couronnées de succès à Agadez, y compris dans les médias sociaux, les documentaires et la collecte de déchets et le recyclage comme susvisé.

ur le plan de la conception, la compétition des plans d'affaires est en partie comparable au plan de reconversion qui est décrit dans le rapport complémentaire intitulé [Opportunités de gouvernance locale pour une gestion durable de la migration à Agadez](#). Le but de ce plan est d'intégrer les acteurs impliqués dans l'économie migratoire dans toute la région en leur fournissant un financement de démarrage pour créer leur propre entreprise. Dans la pratique, le plan met à profit les enseignements tirés suite à la rébellion, lorsque les anciens combattants ont été réinsérés dans la société grâce à l'appui de petits projets. À ce jour, un petit projet pilote a été financé et a permis de distribuer au total 145 000 000 XOF (221 000 EUR). Les demandes pouvaient soit être soumises à titre personnel (portant sur un montant allant de 800 000 à 1 500 000 XOF / 1 220 à 2 287 EUR) soit en groupe (d'un montant maximal de 4 000 000 XOF / 6 098 EUR⁸¹). Les enseignements tirés de la compétition nationale des plans d'affaires pourraient être appliqués afin de veiller à ce que la mise en œuvre de ces projets aboutisse au bon développement des entreprises locales et à un développement économique à long terme.

3) Construction et entretien des routes pour des emplois à court terme immédiats

De nombreux acteurs du marché ont identifié le mauvais état des routes comme un obstacle majeur au développement commercial. Différentes initiatives en matière d'infrastructures (électricité, routes, irrigation) sont en cours, bien qu'elles n'en soient qu'à leurs débuts, et bénéficient du soutien de la Banque mondiale (BM), de l'Agence française de développement (AFD) et de la Banque allemande de développement KfW, ainsi que des capacités de mise en œuvre du secteur privé⁸². S'ils sont déployés en faisant appel à une main-d'œuvre abondante, ces efforts pourraient être une source de possibilités de revenus pour un nombre important de personnes peu qualifiées. Même si les emplois créés ne seraient que temporaires, tout effort visant à améliorer les infrastructures devrait puiser dans les capacités du secteur privé quelles qu'elles soient qui sont disponibles à l'échelle locale et les renforcer. En cas de renforcement, les petites et moyennes entreprises nigériennes seront non seulement à même d'entretenir les routes à moyen et long terme, mais elles pourront également avoir la capacité d'absorber la main-d'œuvre formée et recrutée au départ à court terme pour la construction des routes publiques.

81 République du Niger. 2017. 'Rapport des travaux de la réunion d'installation et de la première session ordinaires de la commission consultative régionale de l'administration territoriale (COCORAT)'. Voir également : Hadan, I. 2017, 'Agadez: La colère des acteurs de la migration', *NigerDiaspora*, 28 août ; entretien en ligne avec l'ONG Tamakrast. 2017, août.

82 Entretien personnel avec des représentants de la chambre régionale de commerce. 2017. Agadez, Niger, juin.

4) Approvisionnement local

À Agadez, les visiteurs étrangers ne sont plus des touristes mais plutôt des membres de missions militaires, des journalistes et des travailleurs humanitaires. Bien que la situation soit temporaire et que tous les efforts soient fournis pour permettre le retour des touristes dans la région, ces nouveaux acteurs présentent un marché existant qui, à l'échelle locale, peut créer immédiatement des emplois et revenus dont les populations ont urgemment besoin. Les agences internationales de développement et EUCAP Sahel ont établi une présence en ville et la mission militaire étasunienne vient tout juste de finir de construire ses bases à proximité d'Agadez. Une évaluation des compétences, de leur niveau ainsi que de la capacité de la main-d'œuvre requis dans les années à venir afin d'obtenir et d'entretenir ces locaux donnera une indication du type d'assistance qui sera nécessaire pour répondre à la demande immédiate et à moyen terme en produits et services locaux. Les agences internationales devraient s'engager à s'approvisionner autant que possible localement. Ceci apaisera les griefs que les habitants d'Agadez ont commencé à signaler vis-à-vis des missions et de la communauté internationale de façon plus générale, une personne interrogée ayant déclaré: « De quelle façon Agadez bénéficie-t-il de leur présence ? C'est nous qui pouvons préserver la paix dans la région, ils ont besoin de nous plus que nous avons besoin d'eux. Pourquoi l'UE et les Américains ont-ils alors payé les autorités centrales plutôt que les autorités régionales pour s'installer à Agadez⁸³ ? ». Que cette affirmation soit correcte ou non ne change rien au fait qu'elle atteste de la colère qui gronde de plus en plus contre les missions. La sollicitation de produits et services requis à la radio locale permettra de faciliter le rapprochement entre offre et demande locales⁸⁴.

5.2 Investir dans un environnement propice aux entreprises

La Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015 n'a mené à aucune amélioration du climat des affaires. Pourtant, l'environnement était loin d'être propice même avant l'adoption de cette loi. L'urgence de stimuler l'activité du secteur privé pourrait servir pour réformer l'écosystème au sens plus large. Les points d'entrée pour les activités génératrices de revenus identifiés à la rubrique précédente visent à avoir un

83 Entretien personnel avec un représentant du Conseil régional, Discussions de groupes avec des jeunes et des femmes artisans. 2017. Agadez, Niger, juin.

84 Le potentiel des chaînes de radio en matière d'information est abordé en détail dans le rapport complémentaire intitulé [Opportunités de gouvernance locale pour une gestion durable de la migration à Agadez](#), *Building Markets* est un exemple motivant d'initiative qui relie les entrepreneurs locaux sur les marchés fragiles aux missions militaires et de maintien de la paix (temporaires), mais aussi sur les marchés plus durables. Il s'agit d'une plateforme qui relie les marchés locaux aux chaînes d'approvisionnement nationales, régionales et internationales. (Voir <http://buildingmarkets.org>).

impact positif rapide. Des mesures supplémentaires sont requises pour permettre un changement structurel. Parmi les principaux obstacles structurels que les personnes interrogées ont cités, on compte l'absence d'esprit d'entreprise, la corruption endémique, le manque d'accès aux marchés, la déficience des infrastructures et les consignes de sécurité pour Agadez (zone rouge).

5) *Injecter une dose d'esprit d'entreprise dans « une culture de l'argent facile »*

Nombreuses sont les personnes de la région à rapidement changer leurs moyens de subsistance une fois qu'il est prouvé que cette nouvelle activité permettra de gagner de l'argent ou de bénéficier d'un financement. Moins nombreuses sont celles toutefois à être capables de repérer les nouvelles opportunités sur le marché ou à pouvoir élargir leurs activités afin de répondre à la demande au-delà de leurs propres besoins ou de ceux de leur localité. La professionnalisation des entreprises rentables par le biais de l'intégration de l'esprit d'entreprise et de méthodes de travail, technologies et circuits de distribution novateurs est limitée. Comme il a souvent été observé au sein de contextes fragiles, la culture commerciale d'Agadez accorde la priorité « aux activités qui génèrent rapidement et facilement de l'argent », donnant préséance à l'opportunisme plutôt qu'à la créativité. Les Toubou sont en particulier accusés de gagner une fortune grâce à la contrebande sans investir pour ajouter de la valeur productive à l'économie locale⁸⁵. Pourtant, il existe des points d'entrée pour promouvoir et récompenser une culture entrepreneuriale. Un groupe d'entrepreneurs chevronnés exploitant des ateliers bien équipés de petite taille et de taille moyenne dans les zones industrielles d'Agadez en est un exemple typique. Il est intéressant de noter que leur succès tient entièrement à la longue histoire de migration de la main-d'œuvre que partagent la plupart des familles d'Agadez et qui influence le désir incessant des jeunes de la ville de partir en Libye⁸⁶. Confrontés à la criminalité et une situation sécuritaire qui se détériore dans le Sud de la Libye, beaucoup de jeunes menuisiers, électriciens, plombiers et mécaniciens d'Agadez, qui ont exercé leur métier en Libye pendant plusieurs années, ont gagné de l'argent et ont économisé afin d'investir plus tard au Niger, sont revenus ces dernières années. Grâce à leur expérience professionnelle solide, à leur formation sur le tas et aux machines souvent importées de Libye qu'ils savent parfaitement faire fonctionner, ces entrepreneurs possèdent tous les ingrédients essentiels de la réussite commerciale. En outre, des preuves anecdotiques suggèrent que ces anciens travailleurs migrants sont les mieux placés pour servir de modèles de réussite à Agadez, dissuadant leurs employeurs qui ne sont souvent pas beaucoup plus jeunes qu'eux, de tenter leur chance au Nord du désert.

85 Entretien personnel avec un représentant de la chambre de commerce. 2017. Niamey, Niger, juin.

86 Discussion de groupe avec des représentants des jeunes. 2017. Agadez, Niger, juin.

Une autre manière de promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation consisterait à mobiliser un éventail de personnes travaillant dans des entreprises familiales bien établies d'Agadez, l'élite locale du monde des affaires qui a apporté une contribution importante au développement de la ville au cours des dernières décennies, par exemple dans les domaines de la construction routière, des mines et du commerce⁸⁷. On pourrait présenter les idées commerciales les plus convaincantes de jeunes à ces personnes. Les entrepreneurs chevronnés pourraient agir en qualité d'accompagnateurs, et les jeunes entrepreneurs en herbe pourraient injecter des pensées nouvelles dans leurs entreprises familiales établies, tout en se développant sous leur supervision. L'interaction entre les deux générations contribuerait également à préserver le tissu social fragile d'une communauté aujourd'hui tirillée par des tensions grandissantes⁸⁸.

6) *Supprimer les obstacles à l'accès aux marchés*

Bien que l'accès aux fonds ne représente pas un goulot d'étranglement majeur pour la plupart des entreprises à Agadez, il est désormais plus difficile d'accéder aux marchés qu'autrefois. L'Ambassade de France a refusé de nombreuses demandes de visa émanant d'artisans touareg qui avaient l'habitude de se rendre en France depuis Agadez deux fois par an, et de là vers d'autres pays de l'espace Schengen, pour y vendre leurs produits à des festivals et ateliers de bijoux. Après des décennies de respect des dispositions en matière de visa, cette année, de nombreux artisans seront coincés à Niamey à attendre une occasion de donner leurs bijoux à un autre commerçant plus chanceux qui a obtenu un visa pour pénétrer en Europe et accepte de vendre leurs bijoux de leur part⁸⁹. Il faut prendre des mesures immédiates pour autoriser de nouveau les artisans à voyager. Un autre exemple d'obstacle à l'accès aux marchés concerne des centaines d'artisans qui exploitaient autrefois leur atelier à proximité de l'ancienne mosquée dans le centre historique de la ville. En préparation aux célébrations de la Journée de l'Indépendance en décembre 2016, et dans le cadre de la campagne visant à embellir Agadez, les propriétaires d'ateliers reçurent un préavis de 48 heures les informant que leurs locaux seraient rasés par un bulldozer. Pour beaucoup d'entre eux – les couturiers, artisans, libraires – tout ce qu'ils avaient passé une vie

87 La chambre de commerce d'Agadez est en passe de compléter une enquête sur les élites commerciales locales, pour la plupart des entreprises familiales. Il est possible de se procurer une liste des noms et coordonnées auprès du directeur général. Entretien personnel avec un représentant de la chambre de commerce. 2017. Agadez, Niger, juin.

88 Un défi central en termes de capacité d'investissement local est que nombre des capitalistes plus importants d'Agadez sont désormais basés dans le Sud où ils préfèrent investir, en particulier dans le secteur de l'immobilier, du pétrole, des transports et des services de transfert de fonds. Néanmoins, ces hommes d'affaires ont tendance à employer des jeunes d'Agadez. Communication personnelle avec un représentant de la EPGA.

89 Entretiens personnels avec des artisans. 2017. Niamey et Agadez, Niger, juin. (consulté en Septembre 2017).

entière à construire fut démolie en 30 minutes. N'ayant pour beaucoup reçu aucun dédommagement, ces microentrepreneurs ont dû se réinstaller ailleurs et recommencer depuis le début⁹⁰. Beaucoup sont descendus dans la rue pour protester mais se sont arrêtés lorsque la situation risquait de tourner à la violence. Toutefois, la colère monte contre les autorités tant locales que centrales⁹¹.

7) Promouvoir une meilleure transparence et redevabilité par les grandes entreprises

Au vu de la hausse du nombre de plaintes concernant les pratiques de corruption, il est impératif de mettre l'accent sur la redevabilité et la transparence et des mécanismes y afférents et d'assurer leur respect dans toutes les initiatives de développement du secteur privé⁹². Les entreprises privées peuvent servir d'exemples et agir tant que champions en instaurant une culture de responsabilité. Étant donné que les entreprises minières reprendront peut-être à moment donné leurs opérations, il faudrait que des mécanismes soient en place pour éviter tout détournement de fonds et veiller à ce que la taxe de développement de 15 pour cent parvienne réellement aux communes⁹³. La communauté internationale et, dans l'idéal, les entreprises minières (établies ou nouvelles) pourraient unir leurs forces et user de leur influence pour faire pression en faveur de davantage de transparence dans le transfert des contributions des entreprises de l'État central à l'échelon régional. Les bailleurs de fonds pourraient engager un dialogue entre les secteurs public et privé concernant précisément ces liens entre transparence, l'argument commercial en vue qu'une entreprise obtienne un permis d'exploitation et le risque d'accroître la possibilité d'attaques violentes⁹⁴. Ceci serait non seulement avantageux dans l'immédiat pour les communautés locales environnantes,

90 Deux personnes interrogées ont été victimes de démolitions, une couturière connue et le propriétaire d'un kiosque à journaux.

91 Entretien personnel avec un représentant des artisans. 2017. Agadez, Niger, juin.

92 Il a été fait état de cette tendance haussière du nombre de postes de contrôle et des montants extorqués dans tous les entretiens et discussions de groupe, que ce soit avec des représentants des collectivités locales, des entrepreneurs ou des représentants de la société civile.

93 D'après le Conseil régional d'Agadez, les autorités centrales ont conservé entre 12 et 13 millions XOF (entre 18 300 à 19 800 EUR) qui étaient destinés à Agadez. Récemment, le Conseil régional a obtenu gain de cause dans le cadre d'un procès, obligeant plusieurs entreprises minières (notamment SOMAI, COMINAC et SONICHAR) à payer de l'argent au gouvernement régional. Entretien personnel avec un représentant du Conseil régional. 2017. Agadez, Niger, juin.

94 Un exemple typique est l'enlèvement de sept employés d'AREVA, une société minière près d'Arlit, et de son sous-traitant SOGEEA-SATOM, en septembre 2010. Voir BBC. 2010. 'French nationals among seven workers kidnapped in Niger', 16 septembre, <http://www.bbc.com/news/world-africa-11325749> (consulté en septembre 2017).

mais contribuerait également à améliorer la stabilité de l'écosystème élargi au sein duquel ces sociétés sont actives.

8) Investir dans les infrastructures

L'inadéquation de l'alimentation électrique, la vétusté des routes et le manque de fiabilité de l'accès à l'eau ont tous été identifiés comme des obstacles structurels au commerce⁹⁵, qui rendent l'exploitation d'une entreprise difficile et coûteuse. L'amélioration des facteurs environnementaux réduira les coûts, augmentant par conséquent les marges sur les produits existants, et rendra viables de nouveaux types de production. L'AFD et l'UE prévoient également d'installer une centrale électrique mixte, la société AREVA s'est penchée sur l'énergie solaire pour permettre l'irrigation alors que la société tunisienne MBC a installé des lampadaires photovoltaïques (que les électriciens locaux ne sont pas capables de réparer faute d'équipement). Les entreprises Manutention Africain et Komatsu ont été à leur tour chargées de l'alimentation électrique de la région et ont remporté un certain succès. Des investissements importants nécessiteront qu'un mécanisme de freins et contrepoids soit en place. Si ces améliorations visibles des infrastructures ne succombent pas au risque de corruption, elles libéreront non seulement le potentiel économique et créeront des emplois, mais elles enverront également un message clair d'engagement à la population d'Agadez.

9) Envisager d'exonérer Agadez de la zone rouge pour envoyer un signal plus positif aux investisseurs étrangers

Il serait utile de commencer par attirer et cofinancer des investissements étrangers assortis de modalités de partage des risques, et de diversifier l'activité économique dans plusieurs secteurs. Plus important encore, au vu des tensions croissantes, des investissements significatifs et visibles contribueront à transformer les opinions de déclin et de frustration en espoir dans la croissance à venir. Prenons par exemple le ciment. Le pays importe son ciment depuis le Nigeria, le Bénin et le Togo, malgré l'existence d'une usine de ciment partiellement construite et inutilisée à Malbaza. D'autres projets existent dans la région de Tahoua. Des investissements dans la construction routière pourraient offrir l'élan nécessaire à la mise en service de l'usine.

Pourtant, tout investissement étranger important restera une probabilité distante à moins que le code de sécurité attribué à la ville d'Agadez ne passe du rouge à l'orange. Une cartographie des risques plus nuancée comparable à celle pour le Tchad renforcerait le garant ultime contre le terrorisme, à savoir la population de la région et

95 Entretiens avec des représentants du Conseil régional, chambre de commerce et bureau du maire. 2017. Agadez, Niger, juin.

son engagement envers la paix et le développement⁹⁶. Il est intéressant de noter que le MAE nigérien n'a mis la région en zone rouge qu'après l'enlèvement des sept employés d'AREVA et de SATOM à Arlit le 16 septembre 2010 (et pas immédiatement après la seconde rébellion). Il ne suffira toutefois pas de remettre la ville d'Agadez en zone orange pour attirer les investisseurs : des garanties plus positives sont nécessaires. Pourtant, c'est une mesure qui peut être décidée avec effet immédiat en tenant compte du principe que, dans des contextes fragiles en général, la sécurité a besoin du développement autant que le développement a besoin de la sécurité. Enfin, bien que la facilitation de l'accès à la région aux entrepreneurs et aux investisseurs puisse avoir un effet stabilisant, il serait tout aussi utile pour atténuer les frustrations des populations dans la région d'exercer des pressions constantes sur les grandes entreprises comme l'entreprise publique française AREVA afin qu'elles respectent les normes sociales et environnementales⁹⁷.

5.3 Veiller à tenir compte des conflits

Bien que les opportunités aient besoin d'être concrétisées rapidement, il est tout aussi important que les stratégies de soutien soient planifiées avec soin afin de ne pas renforcer les tensions existantes et de ne pas alimenter les frustrations.

10) Éviter le ciblage exclusif des passeurs

Étant donné l'enchevêtrement profond qui existe entre l'industrie migratoire et les autres secteurs de l'économie locale, des activités génératrices de revenus alternatives ne sont pas seulement nécessaires pour les acteurs directs du secteur migratoire, c'est-à-dire les chauffeurs et les propriétaires de ghettos. Le ciblage exclusif des passeurs renforcera inévitablement les stigmatisations et exacerbera les tensions émergentes entre ceux qui sont perçus comme les gagnants et les perdants de la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015. Les courtes formations en compétences dispensées par l'OIM sont parvenues à atténuer le ressentiment entre les communautés d'accueil et les migrants, en offrant des cours à ces deux groupes⁹⁸.

96 Seules les régions frontalières sont marquées comme zones formellement déconseillées aux voyageurs (<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/tchad/#securite>)

97 Pouria Amirshahi. 2014. 'Zone rouge au Niger : L'urgence d'une modification de la carte du MAE', 17 septembre, <http://www.pouriaamirshahi.fr/2014/09/17/zone-rouge-au-niger-lurgence-dune-modification-de-la-carte-du-mae/> (consulté en septembre 2017) ; Entretien personnel avec un représentant de la chambre de commerce régionale. 2017. Agadez, Niamey, juin.

98 Entretien personnel avec un représentant de l'OIM. 2017. Niamey, Niger, juin.

11) Garder à l'esprit le fait que le processus et les perceptions importent autant que les résultats et les faits

La fermeture d'une industrie entière et son remplacement par des activités génératrices de revenus alternatives et pour la plupart plus petites ne peut qu'être sujet à controverse. Il est impératif que les communications concernant les interventions futures, mais aussi les critères d'admissibilité et les résultats escomptés soient claires et aussi pertinentes que les résultats mêmes. Les chaînes de radio locales peuvent contribuer à communiquer ces informations en temps voulu. De même, en dépit de toutes les bonnes intentions et d'un processus de mise en œuvre robuste, une intervention peut tout de même être perçue comme injuste et partielle. C'est tout particulièrement le cas lorsque prévalent des antécédents de marginalisation et de méfiance de la population envers les autorités locales ou entre différents groupes au sein de la population. La mise en œuvre du plan de reconversion en est un bon exemple, dans la mesure où les gens sont descendus dans la rue pour exprimer leur colère vis-à-vis du manque de transparence et d'équité du processus d'attribution des fonds aux candidats. Il est important de veiller à un suivi rapproché, non seulement des résultats mais aussi des perceptions, afin de ne pas porter davantage atteinte à la légitimité des autorités locales ni d'alimenter les violences.

12) Éviter toute forme de distorsion des marchés

Comme ce rapport l'a montré, en dépit de sa contraction, l'économie d'Agadez dispose d'un potentiel raisonnable. Il est important de renforcer les initiatives de marché existantes quelles qu'elles soient, et de ne pas évincer les petites entreprises informelles en introduisant une aide, ni de contrarier les acteurs du marché local bien implantés en minant leurs transactions économiques (souvent semi-officielles). Les personnes interrogées ont pris la région de Diffa comme exemple, où l'aide humanitaire internationale, en répondant aux besoins pressants des migrants irréguliers et des communautés d'accueil, ont rendu la fourniture de produits et de services sur le marché de plus en plus difficile pour les entrepreneurs locaux⁹⁹. Le risque que l'aide au développement évince les acteurs des marchés locaux est en outre aussi problématique car cette aide peut avoir des effets déstabilisateurs si ces acteurs du marché la perçoivent comme un obstacle à leurs affaires. Ainsi par exemple, l'aide internationale aux forces armées nigériennes représente un mécanisme de protection indispensable pour la stabilité de la région qui devrait être maintenue sur le long terme. Pourtant, le don de véhicules pour renforcer les capacités de l'armée devrait être planifié en tenant compte des effets négatifs potentiels que cela pourrait avoir sur le commerce transfrontalier florissant de véhicules des Toubou avec la Libye. Bien que ce commerce

99 Des exemples concrets ont été obtenus dans le cadre d'un entretien personnel avec un représentant du CIPMEN. 2017. Niamey, Niger, juin.

soit relativement petit de taille et de nature douteuse (les véhicules sont passés en contrebande au Niger puis enregistrés officiellement à Agadez), il est important pour la stabilité de la région, car le groupe qui le domine est également la principale victime des mesures d'atténuation de la migration: la plupart des passeurs en prison à l'heure actuelle sont Toubou. Toute intervention supplémentaire, même mineure, qui porterait à nouveau préjudice (involontairement) à l'existence économique des Toubou pourrait être la goutte qui fait déborder le vase¹⁰⁰. En d'autres mots, le don de voitures dans un contexte de marché automobile florissant devrait être mis en œuvre d'une manière qui ne contribue pas davantage à déstabiliser la région.

100 Bien que tout le secteur automobile soit sous le contrôle d'une poignée de riches Toubou, vu la taille du secteur, tout un réseau de petites et moyennes entreprises locales mais aussi de microentreprises, principalement informelles mais pour certaines aussi officielles, s'est développé autour d'eux : plusieurs parkings se sont mis en place en ville, des jeunes sont employés pour garder les véhicules, les nettoyer et les vendre, alors que d'autres sont embauchés pour livrer des voitures à Niamey. Entre 20 et 30 voitures neuves (principalement des Toyota et des KIA) sont conduites en convois de la Libye jusqu'à Agadez chaque semaine, sous la protection de l'armée nigérienne.

Conclusion

Alors que certains secteurs économiques clés de la région d'Agadez (tourisme, artisanat et extraction de l'uranium) ont affiché une baisse au cours de ces dernières années, la montée en flèche de la migration et de l'industrie aurifère ont fourni des retombées. L'industrie migratoire a offert des emplois directs à environ 6 000 à 7 000 personnes et fourniraient des revenus indirects à plus de la moitié des ménages d'Agadez. Pourtant, les flux migratoires ont commencé à contourner la ville au cours de l'année 2017 comme conséquence de la Loi relative au trafic illicite de migrants de 2015 et de la politique de l'UE, et étant donné que les gisements d'or de surface sont en baisse, les possibilités économiques dans la région se raréfient.

L'impact de ces évolutions récentes se comprend mieux dans un contexte historique. Ce n'est pas seulement la baisse immédiate des moyens de subsistance qui suscite les frustrations ; celles-ci sont également alimentées par le rappel amer de la période après la rébellion, lorsque des sources alternatives de revenus furent promises aux leaders de la rébellion sans qu'elles ne se concrétisent. Par conséquent, le désespoir économique et la méfiance sont encore plus vifs à Agadez aujourd'hui qu'ils ne l'étaient dans les années 2000. L'emploi direct dans la chaîne de la valeur de la migration tout comme la demande dans les secteurs secondaires sont en baisse alors que le nombre de passagers traversant la ville a accusé un repli, en conséquence de quoi le trafic réduit le long de l'itinéraire migratoire d'Agadez a mené à une baisse des autres activités commerciales et de contrebande, rendant les apports et le commerce moins lucratifs. Ceci est en partie imputable à un pouvoir d'achat réduit, ainsi qu'à une hausse des frais de transaction, car les prélèvements officiels sur les marchandises ont augmenté et le transport des marchandises est devenu plus chronophage. La hausse du banditisme et de la corruption de la part des acteurs de la sécurité à qui de nouveaux pouvoirs ont été confiés fait croître encore plus le coût des affaires. Malgré les quelques éclaircies offertes par le secteur de la sécurité privée et de l'hôtellerie, les possibilités de générer des moyens de subsistance sont en baisse alors que les sentiments de désespoir et d'injustice se propagent rapidement.

Malgré ces défis, il existe des possibilités de développement économique. Dans l'immédiat, les compétences et capacités entrepreneuriales existantes ainsi que les initiatives en cours peuvent être mises à profit pour identifier les opportunités de marchés et permettre aux petites entreprises de se développer et de créer des emplois. Une aide directe aux entrepreneurs et aux travailleurs au niveau local devrait être complétée par des mesures plus structurelles visant à produire un environnement commercial qui permet aux petites et moyennes entreprises (tant dans le secteur formel qu'informel) de se faire concurrence. Enfin, au vu de la fragilité croissante du tissu

social d'Agadez et de la position de la ville au sein d'une région marquée par une forte instabilité, il est impératif de veiller à ce que toute intervention soit conçue et mise en œuvre d'une manière qui tient compte des conflits.

Annexe: Méthodologie

Le rapport s'appuie sur une combinaison de données provenant de l'enquête, de groupes de discussion et de données provenant d'entrevues. La première étape exploratoire de la recherche (mai 2017) a consisté à recueillir des données secondaires socioéconomiques et sur les conflits dans la région d'Agadez à travers une enquête sur un échantillon aléatoire de 597 personnes interrogées (population d'Agadez = 118,244, $z = 1,96$, $ME = 0,04$). La randomisation a été assurée grâce au choix aléatoire de 12 quartiers d'Agadez (voir carte). Dans chacun de ces quartiers, les chercheurs ont utilisé la méthode de sélection aléatoire des ménages et des personnes individuelles interrogées au sein de ces ménages, tel qu'utilisé habituellement par l'Afrobaromètre. La répartition des personnes interrogées dans l'enquête se rapproche de la répartition sexospécifique et ethnique dans la région. Néanmoins, et en lieu et place des données récentes du recensement, nous restons très prudents avec l'extrapolation des résultats de notre échantillon à l'ensemble de la population d'Agadez, dans notre discussion sur les données de l'enquête.

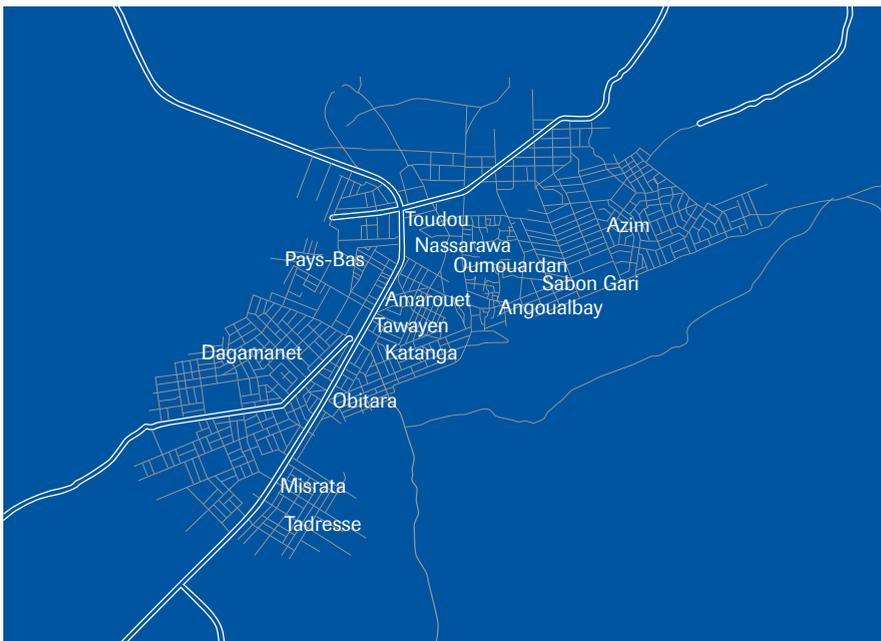


Figure 9 Carte des quartiers ayant fait l'objet de l'enquête

L'enquête a permis de recueillir des informations sur les caractéristiques démographiques pertinentes des personnes interrogées, le (sous) secteur ou l'industrie dans lequel elles travaillent, les changements dans l'accès aux moyens de subsistance (tels que les atouts ou les compétences, les activités, les possibilités d'emploi), les changements expérimentés dans l'accès à la gouvernance (tels que l'accès à la sécurité, la justice, la médiation des conflits et la représentation des intérêts) et les changements expérimentés dans le nombre et les types de conflits entre groupes. Bien que les personnes interrogées aient le choix entre « Ne sait pas » et « Refuse de répondre », notre test à deux choix n'a montré aucune signification statistique de ces deux catégories de réponses. Dans notre discussion sur les résultats de l'enquête, nous excluons toutes les réponses « Ne sait pas » et « Refuse de répondre ».

Au cours de la deuxième phase de recherche (juillet 2017), EPGA et Clingendael ont mené 60 entrevues avec des informateurs clés tels que les autorités de l'État, les autorités élues (conseil régional, maire, conseil municipal), les autorités traditionnelles (sultan, chef de quartier, chef de femme), les élites Touareg, Les élites Toubou, les ONG locales et internationales, les leaders religieux, les médias, les membres du secteur privé et les chambres de commerce. De plus, nous avons organisé huit groupes de discussion avec des migrants (deux groupes de discussion), (anciens) facilitateurs de la migration (deux groupes de discussion), des jeunes entrepreneurs (deux groupes de discussion) et des femmes artisans et des producteurs (deux groupes de discussion). Les entrevues avec les informateurs clés et les discussions de groupes ont permis de poursuivre l'exploration des effets de l'industrie de la migration et des mesures d'atténuation des migrations sur Agadez. En outre, ces entretiens ont permis d'identifier les secteurs potentiels de croissance économique et les initiatives ascendantes qui pourraient être soutenues pour la stabilité et le développement économique d'Agadez.

Bibliographie

Africa at LSE. 2017. 'What incentives does Niger have for cracking down on migrant smuggling? Not many', <http://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2016/01/13/whatincentivesdoesnigerhaveforcrackingdownonmigrantsmugglingnotmany/> (consulté en août 2017).

Communauté du renseignement Afrique-Frontex. 2017. 'Africa-Frontex Intelligence Community Joint Report 2016'. Varsovie, Frontex.

Al Jazeera. 2017. 'EU leaders ink deal to stem refugee flow from Libya', <http://www.aljazeera.com/news/2017/02/eu-leaders-ink-deal-stem-refugee-flow-libya-170203151643286.html> (consulté en août 2017).

Bagnetto, L. 2012. *Agadez Onion Crisis Adds to Niger's Food Problems –Africa*, RFI, <http://en.rfi.fr/africa/20120906-agadez-onion-crisis-adds-niger-s-food-issues> (consulté le 24/08/2017).

BBC. 2010. 'French nationals among seven workers kidnapped in Niger', 16 septembre, <http://www.bbc.com/news/world-africa-11325749> (consulté en septembre 2017).

Benattia, T., Armitano, F. et Robinson, H. 2015. 'Irregular Migration Between West Africa, North Africa and the Mediterranean', OIM Nigeria, http://www.rodakar.iom.int/oimsenegal/sites/default/files/Altai%20Consulting-Free%20Movement%20and%20Migration%20in%20West%20Africa-Final%20Report..._0.pdf (consulté en août 2017).

Bensaad, A. 2003. 'Agadez, carrefour migratoire sahélo-maghrébin', *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 19(1), 7–28, <https://remi.revues.org/336> (consulté en septembre 2017).

Commune urbaine d'Agadez. 2012. *Projet de plan de développement communal (PDC) 2012-2016*.

Dean, L. 2017. *Migration after the Rebellion in Niger*, 6 juin, <https://internationalreportingproject.org/stories/view/in-agadez> (consulté en septembre 2017).

Dearden, L. 2017. 'EU Malta summit: Leaders warned against stranding thousands of refugees in 'concentration camps' in Libya deal', *Independent*, <http://www.independent>.

co.uk/news/world/europe/eu-malta-summit-leaders-warn-strand-thousands-migrants-libya-deal-concentration-camps-crisis-a7560956.html (consulté en août 2017).

Debarbieux, B. *et al.*, eds. 2014. *Tourism in Mountain Regions: Hopes, Fears and Realities*, Geneva, UNIGE, CDE, SDC.

Destrijcker, L. 2016. 'Welcome to Agadez, Smuggling Capital of Africa', *Politico*, 17 octobre, <http://www.politico.eu/article/the-smuggling-capital-of-africa-agadez-niger/> (consulté en septembre 2017).

Diallo, I. 2017. 'EU strategy stems migrant flow from Niger, but at what cost?' Special report, Irin news, 2 février, <https://www.irinnews.org/special-report/2017/02/02/eu-strategy-stems-migrant-flow-niger-what-cost> (consulté en septembre 2017).

Commission européenne. 2016. Deuxième rapport d'avancement : premiers résultats en ce qui concerne le cadre de partenariat avec les pays tiers au titre de l'agenda européen en matière de migration', <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/COM-2016-960-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF> (consulté en septembre 2017).

Commission européenne. 2017. 'Troisième rapport d'avancement relatif au cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l'agenda européen en matière de migration', https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/com_2017_205_f1_report_from_commission_en_v8_p1_880005_0.pdf (consulté en septembre 2017).

Commission européenne. 2017. 'Quatrième rapport d'avancement relatif au cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l'agenda européen en matière de migration', <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=COM%3A2017%3A350%3AFIN> (consulté en septembre 2017).

Commission européenne, Migration et affaires intérieures. 2017. 'European Agenda on Migration', https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration_en (consulté en septembre 2017).

Falschi, V. 2016. 'AGAMI—Agadez Migration Project: Final Evaluation', <http://www.nigermigrationresponse.org/sites/default/files/AGAMI%20final%20evaluation%20report.pdf> (consulté en septembre 2017).

Goldberg, M., Kim, K. et Ariano, M. 2014. *How Firms Cope with Crime and Violence: Experiences from around the World*, Washington, DC, Directions in Development, World Bank Independent Evaluation Group.

Guilmoto, C.Z. et Sandron, F. 2003. *Migration et développement*, Paris, La Documentation Française.

Habibou, A. 2016. 'Que se passe-t-il à la nouvelle cimenterie du Niger?' 5 septembre, <http://tajane.mondoblog.org/2016/09/05/se-passe-t-a-nouvelle-cimenterie-niger/> (consulté en septembre 2017).

Organisation internationale pour les migrations. 2017. 'Mediterranean Update: Migration Flows Europe: Arrivals and Fatalities', juillet.

Organisation internationale pour les migrations. 2017. *Juin-juillet 2017*, Matrice de suivi des déplacements.

Kemper, S. 2012. *A Labyrinth of Kingdoms: 10,000 Miles Through Islamic Africa*, New York, W.W. Norton.

Kingsley, P. 2015. 'On the road in Agadez: desperation and death along a Saharan smuggling route', 9 novembre, <https://www.theguardian.com/world/2015/nov/09/on-the-road-in-agadez-desperation-and-death-along-a-saharan-smuggling-route> (consulté en septembre 2017).

Malakooti, A. 2015. *Migration Trends Across the Mediterranean*, Paris, Altai Consulting et OIM.

Molenaar, F. et El Kamouni-Jansen, F. 2017. 'Turning the tide. The politics of irregular migration in the Sahel and Libya', rapport de la CRU, La Haye, Clingendael.

Nieuwsuur. 2017. 'Migranten verdwalen en drogen uit in de woestijn van Niger', 8 juillet, <https://nos.nl/nieuwsuur/artikel/2182188-migranten-verdwalen-en-drogen-uit-in-de-woestijn-van-niger.html> (consulté en septembre 2017).

Office National d'Édition et de Presse. nd. 'Entretien avec le président du Conseil régional d'Agadez, M. Mohamed Anacko : « Le seul problème de la région d'Agadez aujourd'hui, c'est la route »', <http://www.lesahel.org/index.php/le-niger-en-bref/item/8431-entretien-avec-le-pr%C3%A9sident-du-conseil-r%C3%A9gional-dagadez-m-mohamed-anacko--le-seul-probl%C3%A8me-de-la-r%C3%A9gion-dagadez-aujourd'hui-cest-la-route> (consulté en septembre 2017).

Pellerin, M. 2017. 'Beyond the "Wild West": The Gold Rush in Northern Niger', Small Arms Survey.

Pouria Amirshahi. 2014. 'Zone rouge au Niger: L'urgence d'une modification de la carte du MAE', 17 septembre, <http://www.pouriaamirshahi.fr/2014/09/17/zone-rouge-au-niger-lurgence-dune-modification-de-la-carte-du-mae/> (consulté en septembre 2017).

Reuters. 2015. 'Troubling image of drowned boy captivates, horrifies', <https://www.reuters.com/article/us-europe-migrants-turkey/troubling-image-of-drowned-boy-captivates-horrifies-idUSKCN0R20IJ20150902> (consulté en septembre 2017).

Samuel Hall. 2016. 'Selling Sand in the Desert, The Economic Impact of Migration in Agadez.' IOM Niger.

Smith, H., 2015. 'Shocking images of drowned Syrian boy show tragic plight of refugees', *The Guardian*, 2 septembre, <https://www.theguardian.com/world/2015/sep/02/shocking-image-of-drowned-syrian-boy-shows-tragic-plight-of-refugees> (consulté en septembre 2017).

Tiekoura, O. 2012. 'Tourism and gender identities in Agadez, Niger', *Via@—international interdisciplinary review of tourism*, 62(2), 1-8.

Tinti, P. 2017. *The EU's Hollow Success over Migrant Smuggling in Niger*, 17 janvier, *Refugees Deeply*, <https://www.newsdeeply.com/refugees/community/2017/01/17/the-e-u-s-hollow-success-over-migrant-smuggling-in-niger> (consulté en août 2017).

Tinti, P. et T. Westcott. 2016. The Niger-Libya corridor. Smugglers' perspectives, ISS Paper 299, Institute for Security Studies, novembre.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). 2017. 'Centre historique d'Agadez', <http://whc.unesco.org/fr/list/1268> (consulté en septembre 2017).

Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (UNOCHA). 2016. 'Shattered dreams: Returning migrants in Agadez tell their stories', <http://www.unocha.org/story/shattered-dreams-returning-migrants-agadez-tell-their-stories> (consulté en septembre 2017).

Association nucléaire mondiale. 2017. 'Uranium in Niger', <http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-g-n/niger.aspx> (consulté en août 2017).

Zonon, A. 2007. 'A preliminary assessment of the economic value of the goods and services provided by dryland ecosystems of the Aïr and Ténéré', UICN, Union mondiale de la conservation.